

INTERNATIONAL
ASSOCIATIONS 11

ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

1973 - n 11

25th year

25e année

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
UNION
DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Executive Council, Comité de Direction

Président : F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per

Vice-Présidents : W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).

Ancien Ministre de l'Education et de la Culture.

Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan)

Chairman of the Pakistan National Committee of

Trésorier Général : Treasurer General : Fernand GRAINDORGE (Belgique).

Th. CAVALCANTI (Brésil).
Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getúlio Vargas.

F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.

Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.).
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

Roland RAINAUT (France)
Ancien Directeur de l'Information et de la Presse de l'O.E.C.E.

Andrew E. RICE (U.S.A.) Executive Secretary of the Society for international Development.

Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)

Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.

S.K. SAXENA (India)
Director of the international Cooperative alliance.

Louis VERNIERS (Belgique)
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge de l'Education et de la Culture.

Secrétaire Général : Secretary-General : Robert FENAUX (Belgique)

- International Associations »
. Associations Internationales »

Editorial Committee / Comité de Rédaction :

Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Editor/Rédacteur :

Mardi RABER

novembre /
november

Vice-Présidents : W. ETEKI-MBOUMOUA (Cameroun).	Vice-Présidents : F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per
Editorial	525
Hommage à Paul van Zealand	526
Du droit des organisations internationales, par G.I. Morozov	528
The human organisation	537
L'organisation humaine	537
The transfer of scientific and technical information to developing nations, by E. Bruce Peters and Daniel D. Roman	554
The changing face of slavery	550
Le problème des problèmes	555
Congressalia	559
1APCO news	565
Supplement to 14th edition of Yearbook of International Organizations	568
Calender Cover photo : INBEL photo de la couverture : INBEL	575

Published monthly by
Union of International Associations (founded 1910)
Editor: Administration, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02)11.83.96
Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager, 35 Boulevard de la République, Saint Cloud 92210 France
Tel. 605.39.78

Tel. (02) 11.83.96 - 12.54.42.

Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Rédaction, Administration: 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)
Tél. (02)11.83.96
Publicité : Roger Ranson Délégué-Directeur de Publicité, 35 boulevard de la République, Saint Cloud 92210 France
Tél. 605.39.78

Tel. (02)11.83.96— 12.54.42.



L'uniformité croissante de la terminologie éthique que l'on remarque dans les réunions internationales, où elle facilite assurément les communications formelles et les ententes apparentes, ne doit pas nous abuser. Derrière le mur de brouillard des mots, la diversité, voire l'opposition des interprétations, des motivations, et des utilisations divisent profondément les esprits...»

« Les mêmes mots ne désignent pas partout les mêmes réalités ni les mêmes valeurs... »

René MAHEU,
Directeur général

INTRODUCTION A UN COLLOQUE

L'évolution rapide du monde moderne pose le problème fondamental du langage dans toutes les manifestations de la vie humaine, comme jamais peut-être auparavant.

La main, le langage : voilà l'humanité. Le mot est du pré-historien Henri Berr.

La main, c'est l'organe de la préhension, le premier outil de l'action et, dans sa perfection technique des civilisations industrielles, la machine, aujourd'hui développée jusqu'à l'ordinateur.

Le langage, c'est le moyen de la compréhension, la faculté que les hommes ont de communiquer entre eux. C'est aussi, par le jeu des signes et des mots, un pouvoir d'imagination, de conception, de création. « La pensée fait le langage en se faisant par le langage » : toute l'interaction des concepts et des mots tient dans cette conclusion du psychologue Henri Delacroix. Dans son ouvrage « Le langage et la pensée », le Dr Chauhard a précisé : « Si le langage est bien dans son origine même un moyen de communication particulièrement nécessaire dans une espèce sociale pour le travail en commun, il faut se garder de le séparer de la pensée, de n'en faire qu'un outil au service de l'esprit. Chez l'homme le langage est à la fois comme un langage extérieur, ce qui nous permet de communiquer, et comme un langage intérieur, ce qui assure notre pensée, notre conscience réfléchie humaine ».

Le problème du langage, sous ses deux aspects conceptuel et pratique, était beaucoup moins ardu aux premiers âges des civilisations et même jusqu'à une époque récente antérieure à la grande révolution des communications, de l'information, des revendications humaines et des découvertes destructives, qui a ouvert une ère d'interdépendance universelle.

Jadis, et naguère encore, les élites de sociétés privilégiées, formées à des écoles axiomatiques, pouvaient se comprendre et s'accorder à la faveur de concepts relativement simples, d'idées généralement reçues et souvent

dans une langue commune à la religion, à l'humanisme, à la diplomatie, à l'économie, au dessus de la servitude de masses analphabètes. Le babéliste des nationalités a certes mis plus de confusion dans les relations humaines mais les effets de l'incompréhension étaient moins dramatiques avant les profonds changements idéologiques et techniques de notre temps qui ont donné aux humains un nouveau sens de leur solidarité. Les malentendus comportaient alors moins de risques. De nos jours, un malentendu dans les concepts et dans les mots peut compromettre plus gravement l'ordre moral, social, économique tant à l'intérieur des frontières politiques et culturelles et qu'au-delà de ces frontières, dans tout l'espace planétaire.

Ainsi le et les problèmes du langage dans les relations interhumaines concernent et préoccupent en général les sciences juridiques, politiques et sociales. Il n'est pas étonnant dès lors qu'un Institut international comme celui des sciences politiques s'en soit soucié et qu'il se soit trouvé un de ses Comités, le COCTA - Comité pour l'analyse des concepts et de la terminologie - pour mettre ces problèmes de terminologie sur le métier. Pas étonnant non plus qu'une institution internationale ayant la vocation de l'Unesco se soit penchée sur les problèmes du langage et qu'un centre d'information sur la terminologie (Inforterm) ait été fondé à Vienne en 1971 dans le cadre du programme de l'Unistist - un programme de coopération internationale dans le domaine de l'information scientifique et technique.

Cependant il nous a semblé que ces initiatives ne dispensaient nullement notre Institut de faire sa part de recherches et d'études dans le site propre de sa mission qui tend à faciliter le contact, la compréhension et la coopération entre les groupes humains de mentalités et de civilisations différentes.

HOMMAGE A PAUL van ZEELAND

De là l'idée d'un colloque « ad hoc » que l'UAI se propose de tenir à Paris au printemps prochain. Des maîtres et des praticiens de diverses disciplines, juristes, sociologues, politologues, économistes ont été ou seront présents pour cette démarche de l'esprit qui répond aux besoins de communication et aux impératifs de solidarité de notre temps. Les spécialistes des langues auront aussi leur mot à dire et à... faire. Des associations internationales, des fonctionnaires internationaux, des interprètes et des traducteurs seront interrogés. Un questionnaire a déjà été élaboré à cette fin.

Nous reviendrons au sujet. Mais nous serions heureux que nos lecteurs intéressés par notre initiative nous fassent connaître leurs vues et nous assurent de leur collaboration, le cas échéant.

Robert FENEAUX.



Un des membres les plus éminents de notre Institut, qu'il présida un moment au lendemain de la guerre, n'est plus : le Vicomte Paul van Zeeland, Ministre d'Etat belge, ancien président de l'Assemblée de la Société des Nations. Son attachement à notre maison s'est exprimé dans le message qu'il nous adressa lors du soixantième anniversaire de l'UAI, en 1970 : « Ayant suivi d'assez près depuis 1949 les activités de l'UAI, comme Président de son Comité de direction pendant quelques temps, puis comme membre, et aussi en tant que Président de la Fédération des Associations internationales établies en Belgique, j'ai pu me rendre compte du réel souci des dirigeants et du Secrétariat de l'UAI d'effectuer un travail efficace et constructif, entièrement au service du développement de la coopération internationale et tout particulièrement des relations internationales non gouvernementales.

D'autre part, mes nombreuses années de participation à la vie politique internationale et aux activités de multiples institutions intergouvernementales et non gouvernementales n'ont fait qu'accroître ma conviction au sujet de l'importance du rôle des deux secteurs, public et privé, de l'insuffisance de leurs relations mutuelles et de la nécessité d'un plein emploi de tous les organismes existants. »

A la vérité, toute la carrière de Paul van Zeeland se situe à la croisée du secteur public et du secteur privé et l'homme d'Etat de grand format qu'il fut comme Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, se doublait d'un éminent expert des questions économiques de rôle et de renom universel.

Sa réussite sociale fut le fruit de ses œuvres, d'une intelligence aux ressources rares, d'une mémoire surprenante et d'une brillante formation universitaire.

Paul-Henri Spaak, son cadet de six ans, dont il pressentit les talents diplomatiques en l'appelant aux Affaires étrangères en 1936, lui a rendu dans ses Mémoires un hommage nuancé dont nous retiendrons ici le certificat de savoir-faire exceptionnel : « L'un des hommes les plus intelligents que j'ai rencontrés, peut-être le plus intelligent de tous. Il possède, outre des connaissances très étendues couvrant les domaines économique, financier et social, un don rare et précieux, celui de la synthèse. Lorsqu'il aborde un sujet, il le place et le place bien dans un ensemble, de telle sorte que tout ce qu'il dit paraît important. Lorsqu'il intervient dans un débat, celui-ci s'élève instantanément. La souplesse de son esprit et la fertilité de son imagination technique sont prodigieuses. Une de ses propositions se heurte-t-elle à des objections qui paraissent insurmontables, il offre tout de suite, avec une suprême habileté, la solution de rechange à laquelle il a déjà songé et peut refaire l'exercice avec le même brio deux ou trois fois de suite ».

Si Paul van Zeeland a laissé des souvenirs, sa riche expérience comparée des affaires publiques et privées pourrait nous valoir des vues originales et perspicaces sur une époque de transition qu'il a intensément vécue un peu partout dans le monde. On y découvrait un cosmopolite, comme on disait autrefois, nous dirions maintenant un internationaliste dont la tendance conservatrice et traditionnaliste a intelligemment franchi les frontières du passé. Regrettions, en passant qu'une récente hagiographie éprouvée de Paul van Zeeland n'ait pas vu, ni su montrer, cet aspect d'une forte personnalité qui ne s'est pas enfermée dans un patriotisme borné. Pour ce qui nous concerne, la sympathie agissante qu'il a toujours marquée à notre Institut nous inspire cet hommage reconnaissant.

Dans les relations internationales aux formes multiples qui prévalent à l'époque actuelle, les organisations internationales jouent un rôle toujours plus considérable. Les causes profondes de ce phénomène résident en les facteurs essentiels de l'évolution que connaissent la politique et l'économie. La révolution scientifique et technique exerce sur l'activité des organisations internationales une influence considérable. (1)

L'Union Soviétique prend une part active dans les travaux de nombreuses organisations internationales, mettant de la sorte en pratique les principes édictés par Lénine en matière de politique étrangère, dans le cadre de laquelle "la ferme résistance à l'impérialisme et l'appui au mouvement révolutionnaire de libération vont irrévocablement de pair avec l'évolution logique vers la coexistence pacifique d'états aux structures sociales différentes...". (2) Une coopération internationale basée sur la coexistence pacifique ouvre des possibilités nouvelles à l'action efficace de toute une série d'organisations internationales. La réalisation de ces possibilités est indissolublement liée à la lutte que mènent l'Union Soviétique et les autres puissances épriées de paix, contre les projets agressifs impérialistes. C'est à une activité féconde que se livrent les organisations internationales qui, dans les pays socialistes, ont été fondées sur les principes de l'internationalisme socialiste et de l'aide fraternelle. Les organisations internationales représentent des formes stables et d'un genre particulier de relations internationales. Ces organisations ont apporté dans le domaine des relations internationales de nombreux éléments nouveaux, indispensables à une collaboration multilatérale concertée, reposant sur une base déterminée et s'exerçant dans des buts concrets. Ces derniers temps, l'attention des hommes de science soviétiques s'est concentrée sur les méthodes juridiques spécifiques qui prévalent dans les activités des organisations internationales, et en particulier sur la question du droit de ces organisations qui, tant du point de vue théorique que pratique, présente un intérêt évident. Cette question est examinée ici dans la mesure où elle a trait plus particulièrement aux organisations intergouvernementales (OIG), qui apparaissent comme des sujets spécifiques de droit international (3). Bien qu'elles ne constituent qu'une minorité importante par rapport au nombre total des organisations internationales (242 parmi les 2.538 organisations répertoriées en 1970-1971), le rôle que jouent ces or-

DU DROIT DES ORGANISATIONS

par G.I. Morozov.(-)

ganisations n'en est pas moins grand, car elles regroupent parmi leurs membres des états (des gouvernements), ce qui entraîne avec soi d'importantes conséquences sur les plans politique, économique et, il va sans dire, juridique. L'analyse du problème du droit des organisations internationales suppose en premier lieu que l'on détermine les principes fondamentaux, ainsi que les règles et normes juridiques généralement admises, qui caractérisent la plupart des OIG. En ce qui concerne le « droit interne » des OIG, S.A. Malinine a déclaré, lors de la XI^e Assemblée Annuelle de l'Association Soviétique pour le Droit International : « C'est un caractère particulier que possèdent les règles qui régissent la vie interne d'une organisation... De telles règles forment, dans leur ensemble, le « droit interne » de l'organisation en question ». Il en découle de façon directe que chaque organisation a son « droit propre » dans le domaine considéré. On ne peut se déclarer d'accord avec une telle thèse. A côté des normes et principes généraux qui, sur le plan juridique, prévalent pour la grande majorité des OIG, certains groupes de ces organisations, et même dans certains cas certaines organisations données, possèdent des normes juridiques spécifiques ainsi que des règles auxiliaires qui régissent leurs activités. Apparemment, les tendances fondamentales de l'évolution des OIG amènent à un élargissement du champ d'application des règles généralement admises, ce qui, à son tour, fait apparaître la nécessité de procéder à l'analyse du droit des organisations internationales.

Les règles qui s'appliquent aux activités des organisations internationales ont

des objets divers. L'on peut, dans cet ordre d'idées, répartir ces règles en trois groupes. Le premier de ces groupes comprend les règles qui régissent les activités des organisations internationales, déterminent le caractère des rapports de travail ainsi que la position des diverses catégories de leur personnel, ou ont trait aux questions financières, à celles qui regardent le patrimoine, et à d'autres. L'on peut par conséquent considérer ces règles et principes comme constituant le « droit interne » des organisations internationales. (Certains auteurs l'appellent le « droit propre » de ces organisations. (4)). Un autre groupe de règles détermine la position qu'occupent les organisations internationales dans le système des relations internationales. Ce groupe comprend, par exemple, les accords conclus par les OIG avec les gouvernements, ainsi qu'avec d'autres organisations internationales. Par analogie avec le premier groupe, l'on pourrait considérer ce second comme constituant le « droit externe » des organisations internationales. En pratique, toutefois, il existe de nombreux cas où une telle distinction n'est guère facile à faire, étant donné que l'on ne peut tracer entre les deux groupes des limites bien définies : les règles qui appartiennent à chacun des groupes s'interpénètrent et exercent sur leurs domaines d'application respectifs une influence réciproque. Les règles qui font participer plusieurs OIG (en premier lieu l'ONU) à la création des règles internationales, forment un groupe particulier. Le problème de la participation des OIG à la création de telles règles a un caractère qui, d'un point de vue qualitatif, est varié, car si il démontre de façon concentrée la puissance que constitue l'influence de ces organisations sur l'évolution des relations intergouvernementales, il témoigne, dans les domaines concrets de la coopération, du fait que les organisations internationales remplissent des fonctions bien définies.

Dans le présent article, l'on se penchera sur les deux premiers groupes de règles. Les principes et règles juridiques qui ont trait aux organisations internationales, reposent sur un très

ATIONS INTERNATIONALES

vaste ensemble de fondements. Les principaux d'entre ceux-ci sont constitués par les statuts des organisations internationales ou les accords au sujet de leur création. Ces actes, qui sont à la base de la constitution des OIG, contiennent les fondements du droit des organisations internationales, sur lesquels reposent les règles principales de celles-ci. Les accords au sujet de leurs règlements (règles de procédures) sont à cet égard d'une importance particulière. Parmi les autres sources de droit, l'on trouve les actes qui régissent le statut du personnel de l'organisation internationale : les accords conclus avec les gouvernements, et en particulier avec celui du pays où l'organisation a son siège, au sujet de questions diverses; les accords conclus avec d'autres organisations internationales; les principales décisions prises par l'OIG, etc... Il s'agit par conséquent d'éléments qui se rapportent à diverses branches du droit : droit international public et droit international privé, ainsi que de règles qui ont trait aux activités, aux finances, au patrimoine de l'organisation, etc.. La mission spécifique des organisations internationales, qui détermine la sphère dans laquelle s'exerce leur collaboration sur le plan international, définit le caractère des règles qui régissent leurs activités, comme étant celui de règles de droit international, qui ne sont pas subordonnées à la législation du pays où l'organisation a son siège. La concordance de ces règles avec d'autres dans certains cas concrets est prévue par des accords conclus entre l'OIG et le gouvernement du pays où celle-ci a son siège.

Le droit des organisations internationales se présente de façon organique comme un ensemble de principes et de règles juridiques liées entre elles,

Un point de vue soviétique

qui garantissent tant l'existence que les activités des OIG. L'obligation pour les états membres de s'en tenir aux règles appropriées découlent de leur appartenance à l'OIG en question, cette appartenance étant un effet de leur volonté souveraine. Les façons de garantir les règles concrètes ont généralement été prévues dans les statuts de l'OIG : en outre, la Charte des Nations-Unies, de même que les statuts de certaines autres OIG, prévoient que des sanctions pourront être prises en cas de non-observation de résolutions particulières. (5) Le droit des organisations internationales apparaît comme faisant partie intégrante du droit international contemporain. Dans les premiers ouvrages consacrés aux organisations internationales, l'on n'en a pas moins tenté d'isoler le droit des organisations internationales, et de l'interpréter comme une branche indépendante du droit. (6) Lors de la fondation de l'ONU, certains juristes bourgeois se sont mis à avancer la notion du caractère exceptionnel qu'auroit, le « droit de l'ONU ». Cette conception tend à affaiblir la signification des principes progressistes du droit international, fixés dans la Charte des Nations-Unies, et à les opposer au droit international général. Les hommes de science réactionnaires ont tenté de nier la valeur que possèdent, sur le plan du droit international, les principes de l'égalité souveraine, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de l'inadmissibilité de l'ingérence dans les affaires intérieures, et de bien d'autres principes encore (7). De tels efforts se sont avérés vains. On ne peut plus guère, à l'heure actuelle, parler de façon sérieuse des principes universellement admis du droit international, sans y englober les principes contenus dans la Charte des Nations-Unies et qui constituent une partie importante du droit international actuel.

Dans le cadre d'une analyse du problème du droit des organisations in-

ternationales, l'importance des principes de la Charte des Nations Unies est particulièrement grande. La plupart des OIG expriment leur solidarité avec ces principes : les statuts des organisations fondées après la création de l'ONU, et, en règle générale, bon nombre de leurs résolutions les plus importantes, font ressortir de façon directe qu'elles appuient les principes de l'ONU et qu'elles reconnaissent la prépondérance de cette organisation dans les questions qui ont trait au maintien de la paix et de la sécurité (voir, par exemple, les articles 1 et 4 du préambule du Pacte de Varsovie). La politique de discrimination que les Etats-Unis et leurs alliés mènent au sein des organisations internationales à l'égard des pays socialistes en apparaît comme d'autant plus intolérable. Le sabotage continual de la demande que la RDA a introduite en vue de son admission à l'ONU, le refus de reconnaître à des états souverains tels que la RDA, la République Populaire de Chine et la République Démocratique du Vietnam, le droit de participer à l'élaboration des mesures prises sous l'égide de l'ONU, sont autant d'atteintes de ce genre, qui témoignent de cette politique condamnable. La discrimination exercée à l'égard des pays socialistes va grossièrement à l'encontre du principe de l'universalisme de l'ONU, qui est un des principes fondamentaux du droit des organisations internationales.

L'ensemble des rapports juridiques, qui constituent le « droit interne » des OIG, est extraordinairement vaste. La pratique des activités des OIG a élaboré une série de principes généraux et de règles normatives, qui régissent les multiples aspects de la vie interne de ces organisations. L'élaboration des règles propres à l'ONU (procédure, statut du personnel, etc.) a constitué à cet égard un événement important : sous un aspect ou l'autre, ces règles ont été reprisées par bon nombre d'OIG, qui leur ont apporté les modifications nécessaires en vue de les adapter à leurs besoins particuliers. Les principes généraux du « droit interne » des OIG reposent sur les principes de base du droit international et sont déterminés en fonction des activités particulières des organisations internationales; ces principes doivent respecter le principe de l'égalité souveraine, et le droit que possède chaque pays à la non-ingérence dans ses affaires intérieures, ainsi qu'à sa participation aux activités de l'OIG. Ils s'inspirent en outre du

• Directeur de service à l'Institut d'Economie Mondiale et des Relations Internationales de l'Académie des Sciences de l'URSS. Docteur en Droit, Professeur. Membre de l'UAI.

fait que les OIG ne doivent pas avoir de caractère supra-étatique mais sont appelées à être un instrument de collaboration internationale constructive. Les principes généraux doivent être pénétrés de l'esprit de la démocratie, et, dans toute la mesure du possible, contribuer à rendre efficace l'action tant de l'OIG dans son ensemble que de chacun de ses organes en particulier, compte tenu de la compétence qui est attribuée à chacun de ceux-ci de par les statuts.

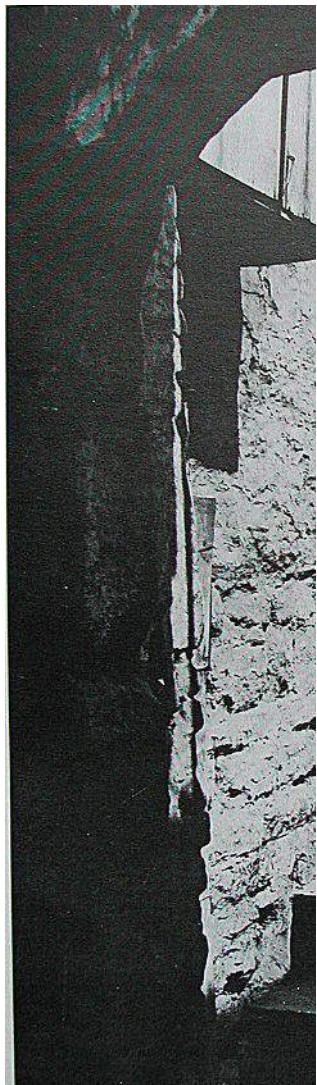
Penchons-nous à présent sur quelques-unes des questions les plus importantes qui ont trait au problème du « droit interne » des OIG, à savoir, les règles qui régissent le fonctionnement même de ces organisations. Il convient de souligner en premier Heu le rôle particulier que jouent, les règles de procédure, créées par les gouvernements des états-membres, et qui ont une importance considérable aussi bien sur le plan du droit que de la politique. Prévues dans les statuts mêmes de l'organisation (comme c'est le cas par exemple pour l'IAEA), faisant l'objet de décisions et de règlements spéciaux (OMM, UIT), ou définies aussi bien dans les uns que par les autres (ONU), les règles de procédure des OIG assurent la réglementation de leurs activités dans un nombre considérable de domaines : procédure de vote, règlement des travaux des organes principaux et auxiliaires, etc.. Contrairement aux règles de procédure des conférences internationales, qui ne sont en vigueur que pour la durée de leurs travaux, les règles de procédure -des OIG ont, à de rares exceptions près, un caractère permanent (8). Souvent, l'élaboration des règles de procédure d'une OIG est confiée aux organes mêmes de celle-ci : tel est notamment l'usage à l'ONU (9). Dans certains cas, il est prévu que c'est à l'organe le plus élevé de l'organisation qu'il appartient de les déléguer qui possède une organisation élaborer comme bon lui semble ses règles de procédure, du moment que ceci ne lui est pas défendu par ses statuts, est souvent qualifié par les savants bourgeois de « principe d'auto-organisation » (10). Ce principe apparaît comme une modification de la théorie bien connue de la « compétence sous-entendue » des organisations internationales, que les juristes occidentaux interprètent souvent de façon tellement large que les OIG se voient attribuer par eux des droits normatifs particuliers qui ne peuvent appartenir à une organisation (11). Le droit qu'ont les organisations internationales de se donner les structures organisationnelles indispensables à l'exercice normal de leurs activités ne doit en aucune façon être interprété dans un esprit supra-étatique. Un tel droit forme un tout organique tant avec les statuts de l'organisation considérée qu'avec les principes généraux du « droit interne » des OIG. En pratique, le droit des OIG se prête largement à la création, lorsqu'elle s'avère indispensable, d'organes auxiliaires, tels que par exemple de commissions chargées d'étudier l'une ou l'autre question déterminée. La compétence de ces organes forme un tout organique avec les fonctions auxiliaires leur conférées par l'organes qui les a créées. Les décisions que ces organes prennent par eux-mêmes ne peuvent avoir de signification que dans le cadre des activités de l'organisation. Il existe peut-être une exception à cette règle : il s'agit du Tribunal Administratif de l'ONU, créé en 1949 et que l'Assemblée Générale a autorisé à prendre des décisions ayant force obligatoire, dans les litiges qui ont trait aux contrats conclus avec le personnel de l'Organisation (12). Conformément à l'article 14 de son statut, le Tribunal de l'ONU est compétent pour trancher les litiges qui intéressent le personnel de toutes les institutions spécialisées. Un certain nombre d'autres OIG ont également leur propre tribunal pour des affaires déterminées.

que la composition de celui-ci soit basée sur une juste représentation des différents systèmes politiques et des différentes régions géographiques. Il s'agit bien ici d'une juste représentation à tous les échelons, et avant tout au niveau des cadres directeurs.

Dans le cadre de l'ONU aussi bien que d'autres OIG, de longues années de pratique témoignent de l'opinioire aspiration de l'Occident à établir dans ce domaine une discrimination à l'encontre de l'URSS et des autres pays socialistes. Une telle attitude a des répercussions extrêmement néfastes sur les activités de l'organisation. Pour assurer le fonctionnement normal d'une organisation, il est nécessaire d'établir tant au sujet de ses activités que de son personnel, des conventions qui reposent sur des accords conclus entre l'organisation et le gouvernement du pays où elle a son siège. Aux Etats-Unis, les accords conclus à cet effet se voient foulés aux pieds depuis de nombreuses années déjà. Les attaques des sionistes américains contre la délégation soviétique à l'ONU, de même que les sorties des racistes américains contre les représentants des pays afro-asiatiques, ont provoqué une discussion spéciale de la question au cours de la 26ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU. Au cours des débats, l'on a à nouveau évoqué la nécessité de transférer les institutions centrales de l'ONU en un pays autre que les Etats-Unis, si ceux-ci ne mettent pas un terme à ces activités néfastes.

En ce qui concerne la situation juridique du personnel des organisations internationales, qui repose principalement sur le « droit interne » des OIG, il convient de signaler que les normes qui s'y rapportent trouvent leurs fondements dans des actes spéciaux (14). Il existe une série d'accords internationaux que l'ONU, ses institutions spécialisées ainsi que d'autres OIG ont conclus avec des gouvernements séparés, ainsi que des avis consultatifs de la Cour Internationale de Justice, des décisions des tribunaux administratifs aussi bien que des tribunaux municipaux d'Angleterre, de France, des Etats-Unis et d'Italie, qui tous confirment le statut des fonctionnaires internationaux des OIG, fondé sur le « droit interne » des organisations.

Les questions financières occupent également une place importante dans la vie de toute OIG. Comme tous les autres aspects inhérents à la notion du droit des organisations internationales, celui-ci est également en rapport direct avec les activités de l'organisation et les obligations de ses membres. Il faut que la façon dont est remplie cette



fonction concorde parfaitement avec les règlements qui ont été prescrits par les principaux organes de l'OIG. La transgression de ces règlements ne se fait pas sans amener de regrettable conséquences, comme en témoigne la prétenue « crise financière » de l'ONU, qui due à la volonté des milieux impérialistes. La règle générale veut qu'une décision qui a trait à la répartition des frais ordinaires entre les membres de l'organisation et qui a été prise, conformément aux statuts, par l'organe plénier compétent de l'OIG, ait force obligatoire (15).

Les statuts de l'ONU et d'une série d'autres OIG font ressortir les questions budgétaires de la compétence de tels organes, dont les décisions, pour être valables, requièrent de la part des membres une majorité qualifiée. En ce qui concerne les dépenses qui se rapportent à l'intervention des forces armées exceptionnelles de l'ONU, l'on se trouve en présence d'une question qui est du ressort exclusif du Conseil de Sécurité, qui jouit à ce propos d'une compétence exceptionnelle. Dans certaines OIG, les organes pléniers ont, en vertu des statuts, édicté des règlements ayant trait aux finances, ainsi que des règles spéciales de procédure en vue de résoudre les questions financières. Les secrétaires généraux exercent dans certains domaines des fonctions spécifiques particulières (16). L'exercice de telles fonctions auxiliaires suppose qu'au préalable une décision appropriée ait été prise à cet effet par un organe compétent.

La notion de « droit externe » des OIG sert à désigner l'arsenal des moyens de droit par lesquels les organisations internationales garantissent leur statut, que ce soit à l'occasion de l'établissement de leur siège, où au cours des relations qu'elles entretiennent avec des états ou d'autres organisations (telles que par exemple des organisations internationales non-gouvernementales), etc.. De tels rapports font apparaître des relations fondées sur le droit, qui diffèrent non seulement du point de vue du fond, mais aussi bien souvent de la forme, et dont une des parties intéressées se trouve être une OIG.

Dans ce domaine, la pratique a donné naissance à des principes généraux et à des règles, dont la mise au point se poursuit continuellement. Il s'agit principalement ici de conventions fort diverses, prises par l'OIG en vertu de ses statuts, ainsi que d'autres accords de caractère public ou privé, dans lesquels l'OIG fait figure de partie contractante (ceci par opposition aux actes élaborés à son initiative ou sous son égide). Au fur et à mesure qu'elle acquiert de l'expérience au sujet des

activités des OIG en la matière, la doctrine soviétique en matière de droit International tend à reconnaître de plus en plus largement à ces OIG la capacité de conclure de tels accords internationaux, qui semble découler de façon incontestable de la qualité de personnalités juridiques internationales que possèdent les OIG. En ce qui concerne l'essence même de tels accords, on les considère à juste titre comme des « traités d'organisations internationales » et non pas simplement comme un genre, parmi tant d'autres, d'accords conclus entre états » (17). Dans cet ordre d'idées, l'ONU occupe une situation particulière. Un groupe assez nombreux de traités se trouve à la base du système d'organisation de l'ONU, qui comprend avant tout ses institutions spécialisées. Malgré leur diversité, « la plupart des clauses et des accords apparaissent tous comme étant communs à toutes les organisations. Ceci s'explique par le fait que dans les « Remarques au sujet des relations avec les institutions spécialisées », la Commission Préparatoire de l'ONU a énumérée une série de questions qu'il convenait nécessairement d'inclure dans de tels accords » (18). Ces accords, qui ont un caractère incontestable, prévoient l'établissement de relations multilatérales stables entre l'ONU et ses institutions spécialisées, et qui ont pour but de mettre en œuvre de façon pratique les principes de la Charte des Nations Unies. Outre les institutions spécialisées qui se rattachent à l'ONU par l'entremise de l'ECOSOC, l'on trouve dans le système des Nations Unies une série d'organisations internationales qui ont un statut différent, qui, (tout comme les liens qui rattachent ces organisations à l'ONU par l'entremise de l'Assemblée générale ou de l'Assemblée et du Conseil de Sécurité) est prévu par les résolutions de l'Assemblée générale et par des accords particuliers (19). L'ONU et ses institutions spécialisées ont conclu un accord au sujet de l'organisation d'un service civil international unique, placé sous l'égide de l'ONU (20). Le caractère que revêt le système de l'ONU pose en tant que principe la primauté de l'ONU dans les relations des institutions spécialisées et autres OIG qui constituent ce système. Outre les accords qui les lient à l'ONU, les institutions spécialisées concluent des accords entre elles et avec d'autres organisations internationales, et même avec des Etats-membres. Ces accords ont beaucoup de choses en commun. Comme les accords conclus avec l'ONU, ils font ressortir les principes de coordination et de collaboration, prévoient des consultations, une représentation mutuelle, des échanges d'informations, de documents, etc. Malheureusement, l'on est parfois très loin de voir mis en pratique les principes que prônent ces accords. Dans les activités des institutions spécialisées de l'ONU, l'on remarque bien souvent

parallelisme et double emploi, une pléthora de cadres et une exagération des dépenses, l'absence de coordination véritable, etc.. Au cours de ces dernières années, les activités a l'ONU et de ses institutions spécialisées ont été marquées par une nette tendance à résoudre les problèmes nouveaux par un recours à des mesures d'organisation et, en ordre principal par la création de nouveaux organes, bien que ceci eût pu être évité dans bon nombre de cas. Une telle tendance ne peut qu'aggraver les désagréments cités plus haut.

Afin de donner de la notion du système de l'ONU une image plus complète, il convient d'attirer l'attention sur la part prise par les organisations internationales non-gouvernementales (OING) dans le système en question. L'article 71 de la Charte de l'ONU constitue le fondement des normes de caractère auxiliaire que l'ECOSOC a prises de façon formelle en vue d'assurer les relations qui peuvent se nouer entre d'une part la personnalité juridique spécifique que constitue l'organisation internationale, et d'autre part les OING, qui forment un vaste groupe d'organisations internationales dont la situation juridique n'est, à l'heure actuelle, pas encore suffisamment définie. Il s'est de la sorte créé un mécanisme spécial, qui se rapporte aux relations établies entre l'ONU et les organisations non-gouvernementales, qui jouissent de différentes catégories de statuts consultatifs (21). C'est de façon analogue, bien qu'avec quelques différences, que s'organisent les relations entre certaines institutions spécialisées de l'ONU et les OING. Force est malheureusement de constater que, sous la pression de l'Occident, l'octroi par l'organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, d'un statut consultatif aux organisations non-gouvernementales reste dans une large mesure empreint d'un caractère unilatéral. Pour les organisations non-gouvernementales démocratiques et progressives, l'obtention d'un statut consultatif est rendu extrêmement difficile, alors qu'un tas de groupements réactionnaires dont l'attitude se révèle contraire aux principes de l'ONU, jouissent, eux, d'un tel statut.

Certains éléments des relations prévues par les actes qui ont pour base le système de l'ONU, ont été repris par plusieurs OIG (tant universelles que régionales) pour ce qui est de leurs relations avec d'autres organisations internationales (22). Outre les liens qui la rattachent aux OIG qui appartiennent directement au système de l'ONU, cette dernière organisation a également des liens qui la rattachent à certaines organisations régionales, et qui ont également pour fondement certains accords, (par exemple, avec l'Organisation pour l'Unité Africaine et avec la Ligue Arabe). Les relations établies entre diverses organisations interna-

tionales en vertu de traités de droit international qu'elles ont conclus entre elles, peuvent avoir un caractère varié. Dans certains cas, il s'agira de relations d'une égalité logique, dans d'autres on aura affaire à des relations hiérarchiques, particulièrement lorsqu'il s'agit de la subordination des organes auxiliaires aux organes principaux (23). L'on trouve un autre élément du « droit externe » des OIG en les accords qui garantissent l'établissement du siège et les activités du secrétariat dans un ou l'autre état, ainsi que les priviléges et immunités dont jouissent tant l'organisation elle-même que certaines catégories de ses fonctionnaires. En règle générale, les statuts des OIG et, parmi ceux-ci, la Charte de l'ONU, se contentent de formuler de tels droits sans prévoir les formes concrètes dans lesquelles ils s'exercent. C'est au cours de leurs activités pratiques que les OIG et en premier lieu l'ONU et ses institutions spécialisées ont élaboré de façon suffisamment détaillée les règles qui déterminent le régime juridique de leurs travaux et les droits de leurs fonctionnaires, et qui sont indispensables à l'accomplissement de leurs fonctions (24). La Convention Générale au sujet des priviléges et des immunités de l'ONU, approuvée le 13 février 1946 par l'Assemblée Générale de l'ONU, ainsi que la Convention au sujet des priviléges et immunités de ses institutions spécialisées, adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU le 21 novembre 1947, (et dont chaque institution spécialisée doit assurer la mise en œuvre concrète de la façon qu'elle juge la plus appropriée) représentent pour beaucoup d'OIG le document de base à partir duquel peuvent être établis les accords qu'il leur est indispensable de conclure avec les gouvernements. En ratifiant les conventions citées plus haut, établies par les OIG, les états-membres de ces OIG s'engagent à les respecter. En plus de ces conventions, chaque OIG conclut avec le gouvernement du pays où elle a son siège ou dans lequel se trouve le siège de ses organes auxiliaires, des accords bilatéraux qui établissent son statut juridique, l'étendue concrète des priviléges et immunités dont elle jouit, etc. L'on peut citer, dans cet ordre d'idées, les accords conclus entre l'ONU et les Etats-Unis, entre l'ONU et la Suisse, ainsi que d'autres du même genre (25). Le statut dont jouit une OIG peut être modifié à la suite de négociations menées entre celle-ci et un état, mais une telle modification ne doit pas résulter d'un acte unilatéral de cet état. En conformité avec les accords au sujet de l'établissement de leur siège, les OIG peuvent édicter les règlements d'ordre intérieur, qui sont indispensables à l'accomplissement de l'objet qu'elles poursuivent. C'est ainsi qu'en vertu de l'accord conclu entre l'ONU et les Etats-Unis le 26 juin 1947

au sujet du siège de l'Organisation des Nations Unies, ses règles en vigueur au sein des institutions centrales de l'ONU, et qui sont inviolables, ont priorité absolue sur les lois américaines. Les accords cités imposent des obligations bien définies aux états, qui souvent édictent à cet effet des lois spéciales. Malheureusement, les Etats-Unis, qui avaient édicté le 29 décembre 1945 un Acte ayant trait à l'immunité des organisations internationales, et qui avaient conclu avec l'ONU l'accord du 26 juin 1947, manquent aux obligations qui leur incombent de garantir un régime de travail normal à ceux qui représentent les états auprès de l'ONU. Une part importante de l'activité des OIG ressort du droit international privé. Ces organisations concluent des accords d'un caractère de droit privé, notamment en vue de l'acquisition de biens tant immobiliers que mobiliers; elles reçoivent des biens d'autres OIG (26), concluent des contrats ayant pour objet certains travaux, louent à bail, concluent des contrats de transport, possèdent des comptes en banque, intentent auprès des tribunaux nationaux des procès au sujet de litiges qui ressortissent du droit privé, ont recours aux services d'arbitrage international, empruntent, concluent avec le pays dans lequel elles ont leur siège des accords généraux au sujet de l'utilisation des timbres postes et des services postaux en général (sauf lorsqu'il s'agit d'organisations qui possèdent leur propre administration postale), etc.

D

Tout comme les organes centraux de l'ONU, les institutions spécialisées de celle-ci assurent la coordination des programmes d'assistance économique et technique, dont le principal est sans doute le programme d'assistance au développement. Une série d'organes sont appelés à mettre en œuvre et à coordonner les divers domaines de ces activités, qui trouvent leur fondement dans les principes formulés par l'Assemblée générale (27). Une telle assistance ne peut notamment être accordée qu'en vertu d'un accord conclu avec le gouvernement qui a introduit une demande en ce sens. Il existe un nombre considérable de conventions au sujet de l'assistance technique; la plupart d'entre elles consistent en des accords multilatéraux que certaines institutions spécialisées concluent avec l'un ou l'autre gouvernement, en vertu de dispositions d'ordre général, et qui entrent en vigueur à partir du moment où ils sont signés. De tels accords de base donnent lieu à la conclusion d'autres accords plus concrets, tels que des « projets opérationnels » et autres. Les accords font ressortir le caractère international de l'assistance apportée, ce qui, pour les pays qui en bénéficient, constitue un attrait particulier, et apparaît également comme la condition en vertu de laquelle le personnel de telle ou telle organisation aura le droit de jouir de priviléges et d'immunités. Le système d'assistance technique et économique a de la sorte conduit à l'élaboration de règles de procédure bien définies.

Au cours de l'exposé du problème qui a fait l'objet du présent article, certaines considérations ont été émises au sujet du droit des organisations internationales. L'auteur se rend compte que ces considérations sont susceptibles d'être améliorées, développées et précisées. Ce n'est que grâce à leurs efforts collectifs, que les chercheurs soviétiques pourront effectuer l'étude qui convient au sujet de ces questions, dont l'intérêt tant pratique que scientifique est indéniable.

D

(1) L'on remarquera que le nombre des organisations internationales ne fait que croître. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, l'on en répertorie 616. En 1945-1949, leur nombre passe de 682 pour 1945 à 700 en 1946, 755 en 1955, à 2150 en 1966-1967 et à 2338 en 1970-1971. (Voir « Yearbook of International Organizations (1966-1967) » Bruxelles 1966. • Yearbook of International Organizations (1970-1971) ». Bruxelles 1971. D'après les estimations de

les), qui se base sur les données moyennes do

pourrait atteindre de 6 à 14.000 en l'an 2000

p. 16).

(2) Décision de l'Assemblée plénière du Comité

du parti communiste de l'URSS après le XXIVe Congrès du parti communiste d'URSS - prise le 23 novembre 1971 (« Pravda » du 24 novembre 1971).

(3) Voir : « La personnalité Juridique internationale (quelques questions de théorie) », Moscou, 1971, pp. 82 et suivantes.

(4) Voir, par exemple : C. Jenks, *The Proper Law of International Organizations*, Londres, 1962.

(5) Voir : S.A. Nanov, *Problème de l'organisation internationale du travail*, Moscou, 1964, pp. 62-64.

lives générales des nations (Odessa, 1867).

(7) Voir : H. Kelsen, *The Law of the United Nations*, Londres, 1951; O. Wright, *International Law and the United Nations*, New York, 1960; G. Goodwin, *Britain and the United Nations*, Londres, 1957.

(5) L'Union Postale Mondiale, par exemple

conférence ou congrès (voir « ONU-Recueil de documents », Moscou 1966, p. 232). En 1957, le Congrès de l'Union Postale Mondiale qui

la Convention Postale Mondiale certaines

cision définitive en la matière, (voir « Documents du Congrès d'Ottawa », 1957, v.II, p. 340).

(9) Voir : ONU-Recueil de documents .., pp. 94 et suivantes.

(10) Voir : I. Oetter, *Law Making by International Organizations*, Stockholm 1965, p. 48.

élaborées de sa propre initiative » - écrit à ce propos le juriste norvégien F. Seyerstad, (F. Seyerstad, *Objective International Personality of Intergovernmental Organizations*, « Nordisk Tidsskrift for International Ret. 1964 .., p. 16).

(12) En 1955, par décision de l'Assemblée générale, les statuts du Tribunal administratif de l'ONU ont été complétés par deux articles, qui

l'ONU (Déc. A/157 (X)).

(13) Dispositions correspondantes, outre la Charte de l'ONU = voir, *WMO First Congress, proceedings* », p. 179; *ILO Staff Regulations*, art. 1, 1-9; « *FAO Staff Regulations*», art. 12-14 C; « *WHO Staff Regulations*.. art. 37:

point Coal and Steel Community ..

Regulations of the United Nations .. Genève, 1959), les dispositions qui dans les contrats et les statuts des tribunaux administratifs ont

(voir p.ex. - *UN Administrative Tribunal-Statute and Rules* », UN doc. AT71/Rev. 1, 1959; *ILO Statute* and *Rules of Court of the Ad-*

UN and Specialized Agencies »).

Comme les organisations du système de l'ONU, de nombreuses autres OIG ont adopté la règle

organique, (voir p.ex. les résolutions de l'Assemblée générale A/590 (VI), A/302 (IV); la taries and pensions .. Genève, 1959, n° 7, p. 110; *WMO, Resolution 34, Cg-III, 3-d Report*, 1959, p. 49, 89).

vues, basées sur un accord entre l'OIG et un internationale sur l'électricité; l'UPU prévoit

. Les actes de l'UPU, révisés à Ottawa », 1957,

sujet de cette question, voir E.A. Shivaeva, « Les institutions spécialisées de l'ONU (Aspects de droit international) Moscow, 1965, pp. 78-30, ainsi que J. Singer, « Financing International Organizations », La Haye, 1961.

(16) Le Secrétaire général de l'ONU, p.ex., est habilité à trancher la question de l'adoption

Ox. rec. II, 1947, p. 402, 491).

(17) G.I. Tunkin, *Théorie du droit international*, MOSCOU, 1970, p. 124.

(18) E.A. Shivaeva, *op.cit.* p. 49

(19) Voir Résolution A/1985 (XX) A/2151 (XXI).

Sur la base des données de l'Union des Associations Internationales, la « famille de l'ONU »

(comme les Occidentaux appellent l'ensemble

des OIG et des organes qui font partie système de l'ONU) comprenait 28 organisations

(20) Au cours de sa première session déjà, l'Assemblée générale a émis une résolution portant sur la création d'un conseil consultatif

(21) En 1969-1970, le nombre d'OING qui avaient conclu des accords avec l'ECOSOC s'élevait à 473 (16 dans la première catégorie

valeurs), avec l'UNESCO à 264, avec l'OIT à 92, avec la FAO à 106, avec l'OMS à 82 avec l'OACI à 28, avec l'IUT à 31, avec l'OMCI à 21 avec l'OMM à 15, avec le IAEA à 19 avec l'UNESCO à 7, avec l'UNICEM à 14, avec l'ONUDI à 16, (voir *Yearbook of International Organizations (1970-1971)*, pp. 1015-1025;

* Report of the ECOSOC 9 August 1969 - 31 July 1970 .. p. 98).

pour la Navigation du Rhin, par exemple, a des relations avec l'ECOSOC et l'OIT, la Com- ics organisations du système de l'ONU ainsi

zations (1970-1971) - part III).

(23) Voir : V.M. Shurustalov, *Les relations internationales*, Moscou, 1971, p. 73; A.I. Iorysh,

(24) Voir : O.V. Bogdanov, *Problèmes juridiques en rapport avec l'établissement du siège de l'ONU aux Etats-Unis*, Moscou, 1962; E.A. Shivaeva, ouvrage cité, p. 84 et suivantes;

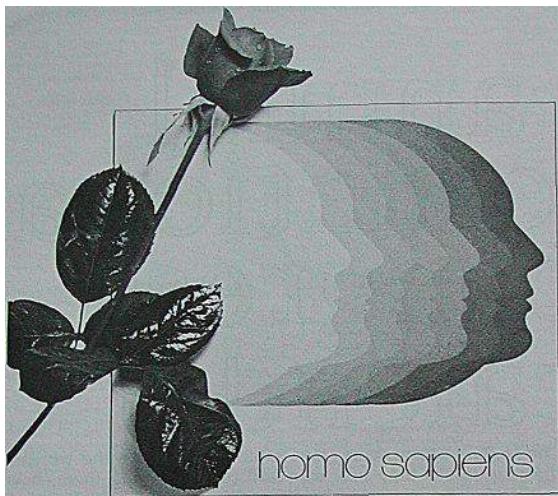
« *Handbook on the Legal Status, Privileges* York, 1952; . *Legislative Texts and Treaty Provisions concerning the Legal Status, Pri-*

nizations» (UN, doc. STALEG/SER. B/1/CM1).

(25) Voir *UN Treaty Series*, v.1, p. 11-41, 153- 186; Accords entre l'OACI et le Canada (*UN Treaty Series*, v. 96, p. 157), entre la FAO et l'Italie (*Lex*, 1951, p. 155) entre l'OMS et la Suisse (*UN Treaty Series*, v. 26, p. 333) entre l'ONU et la Suède (*Treaty Series*, v. 211, p. 277), entre l'UNESCO et la France (*Manuel de la Conférence de l'UNESCO*, 1958) et autres.

(26) Voir, par exemple, l'accord au sujet de l'acquisition par l'ONU de propriétés foncières à Genève (* *Ariana Site Agreement between the UN and Swiss Confederation, March 1946 - Treaty Series*, v. 1, p. 153); *Convention of Certain Provisions from the League of Nations to the ILO* (* *Official Bulletin* », v. XXX, n° 1, 31 August 1946, p. 67-69; *UN Treaty Series*, v. 1, p. 132).

(27) Voir la Résolution A/51 (IV); la concrétisation des dispositions correspondantes est assurée par la Résolution ECOSOC 22 (IX).



L'état humain... la dimension oubliée

Ce n'est pas souvent que l'on rencontre un cadeau idéal pour ses amis de par le monde qui s'intéressent à l'être humain, sa diversité et son besoin de liberté.

Ce petit livre est pourtant de valeur pour les adultes aussi bien que pour les enfants.

On y trouve, dans une série d'images excellentes, un nombre de rappels pi-quant et très amusants pour ceux d'entre nous qui sont obligés, par la nature de leur travail, de voir l'être humain à travers le médium déformant des organisations et de leurs programmes. Les images (reproduites en format réduit sur ces pages) se trouvent sur une face de chaque page, permettant ainsi de les découper pour créer éventuellement un panneau d'exposition. Les légendes sont reprises en français, anglais, allemand, italien, espagnol et suédois.

19 x 21 cm., 28 pages. Prix : US \$ 7.70
(réduction pour commande en gros).

On being human... the forgotten dimension

It is not often that one finds an ideal gift for friends around the world interested in human beings, their variety, and their need for freedom.

This little book is, however, meaningful to both children and adults. It presents, in a series of excellent full-page images, a number of gentle and very amusing reminders to those of us who are obliged by the nature of our work to see man through the distorting medium of organizations and their programmes. The images (reproduced in a reduced format on the accompanying pages) are on one side of the page only. They could therefore be cut out to make a good display.

The brief commentaries on each image are in English, French, German, Italian, Spanish and Swedish.

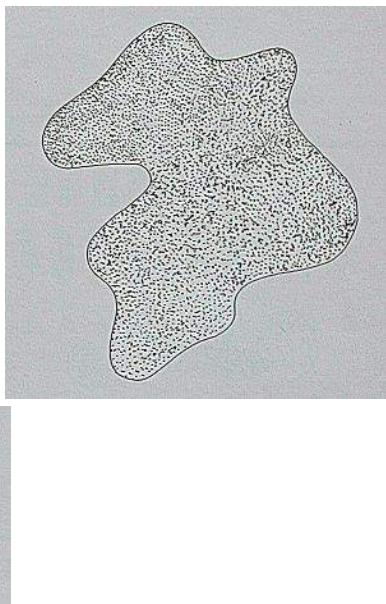
*19 x 21 cm., 28 pages. Price : US \$ 1.70
(discounts for larger orders).*

Obtainable from : Bokförlaget Corona AB,
Box 1074
S-22104 Lund, Sweden.

HUMAN ORGANISATIONS(*)

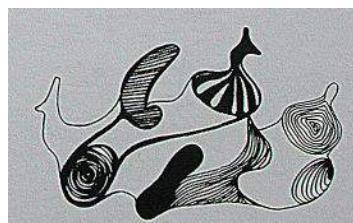
LES ORGANISATIONS HUMAINES(*)

The editors of International Associations are grateful to Bokförlaget Corona AB (see opposite page) for their kind permission to reproduce the images on the following pages and particularly for permission to modify the text to apply to organizations rather than to human beings, as in the book.



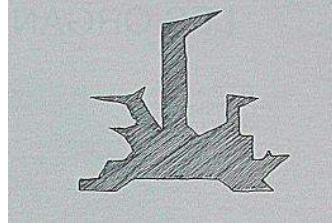
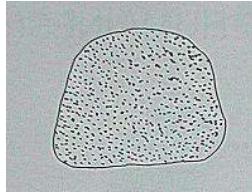
— groups and organizations are like irregular figures
— les associations et groupements des hommes ressemblent à des figures irrégulières

— some are big...
— les uns sont grands...



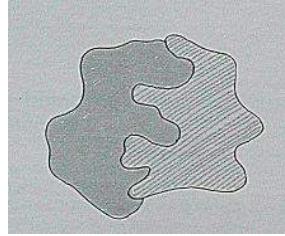
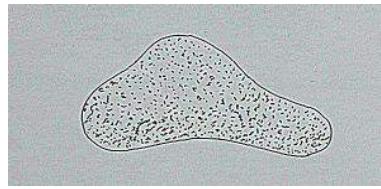
— some are versatile, colourful, full of imagination...
— quelques uns sont à facettes, hauts en couleur, pleins d'imagination...

— ... others are small...
— ... les autres petits...



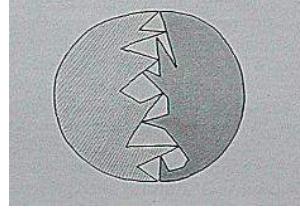
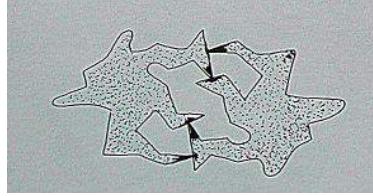
— some are hard and obstinate...
— *il y a des durs, des obstinés...*

— others are simpler
— *d'autres plus simples*



— ... others are soft and pliable
— *d'autres souples et malléables*

— some suit each other...
— *quelques-uns vont bien ensemble...*

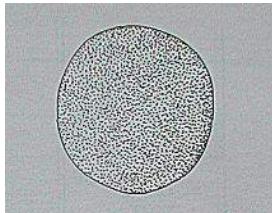


— ...others do not — even if they are alike — they hurl and offend each other
— *d'autres s'accomodent mal — même s'ils se ressemblent — ils se heurtent et se blessent*

— some do not fit together — although they seem to...
— *quelques-uns semblent s'entendre — mais en réalité s'accomodent mal...*



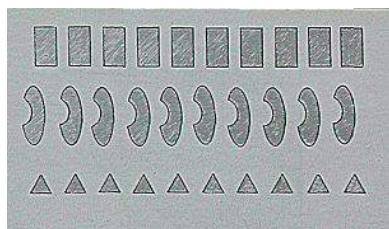
— ... others do not seem to fit — although they do
— ...d'autres semblent s'accommoder mal — mais en réalité s'entendent bien



— most become polished — like pebbles on the beach
— la plupart finissent polis et arrondis comme des galets



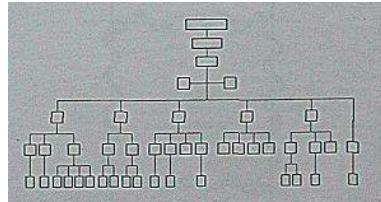
— the human community is made up of a great variety of groups and organizations, which form a colourful pattern
— la société est formée d'une grande diversité d'organisations qui peuvent se compléter



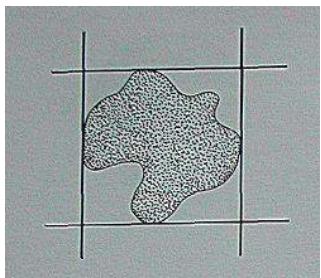
— although so different they are often looked upon as if they were alike and could be placed in a few simple categories
— quoique différents on les croit similaires, et faciles à classer dans quelques catégories



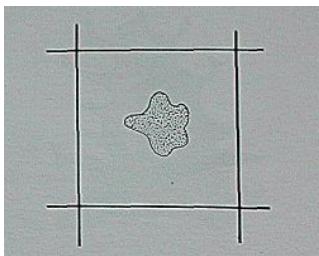
— nevertheless some are left over, and not necessarily the least important
— bien qu'il y ait des laissés pour compte et pas nécessairement les moins importants



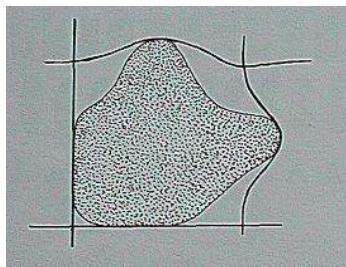
— a mobilized, centrally controlled network of organizations looks like this
— un réseau d'organisations bien centralisé et mobilisé ressemble à ceci



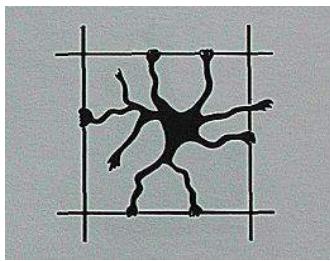
— here every organization has its
field of competence
— chaque organisation y a son do-
maine propre



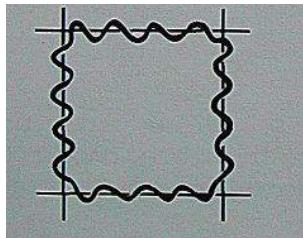
— some only effectively cover part of
their field of competence
— certaines s'en occupent mal



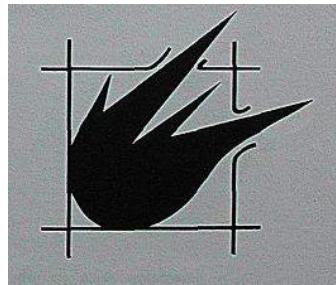
— others attempt to cover more —
or think they can
— d'autres essayent d'entreprendre
plus, ou imaginent qu'ils le peuvent



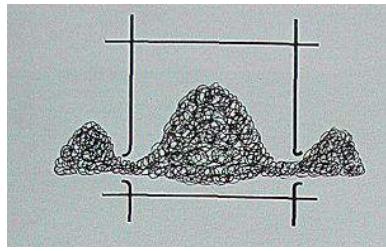
— some small bodies pretend to be
big
— certaines sont trop petites, mais font
semblant d'être grandes



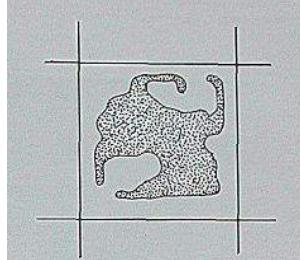
— some only attempt to protect the
boundaries of their territory
— certaines n'essayent que de proté-
ger leur territoire



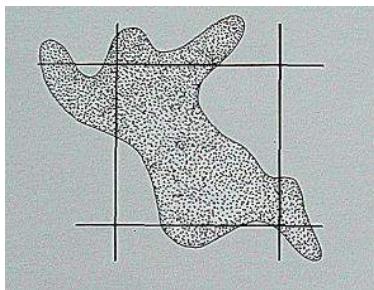
— some are bold
— il y a des téméraires



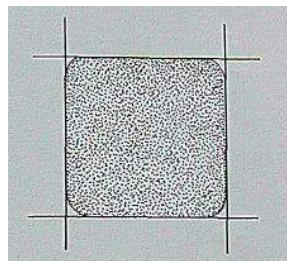
— others are cunning and devious
— d'autres astucieux et malins



- ~some know their limitations and move within a large margin of safety
— Il y en a qui reconnaissent leur limites, et se meuvent avec des grandes marges de sécurité

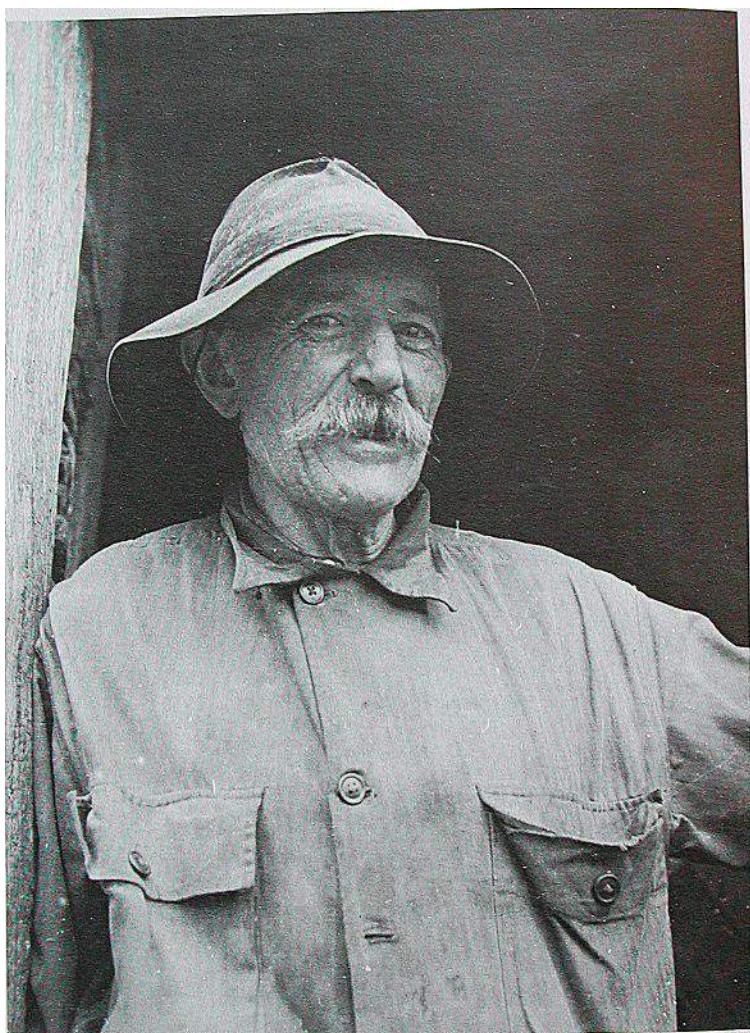


— others ignore their limitations —
lead their own lives
— d'autres ignorent les cadres imposés
— ils vivent leur propre vie



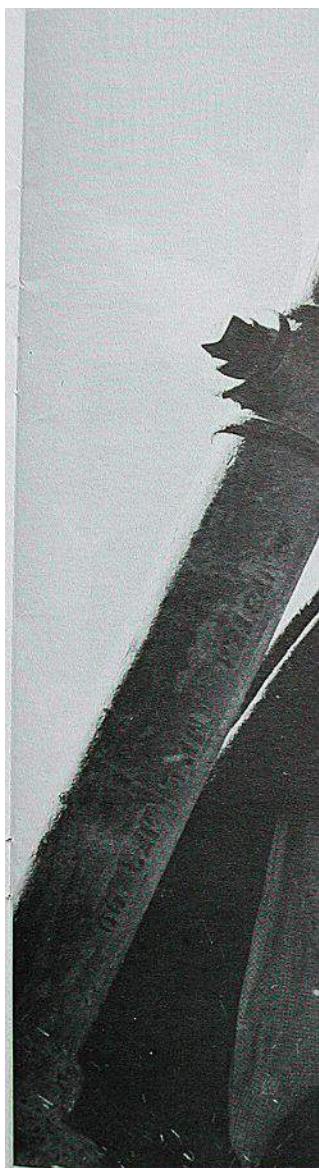
— but if all groups and associations conformed to one set of rules and categories — if participation opportunities are closed to dynamic individuals and groups, and the organization network ceases to evolve as an adaptive, meaningful force for change
— mais si tous les groupuscules et organisations se conformaient aux règles et aux catégories imposées — si les possibilités de participation étaient fermées aux êtres et groupements dynamiques, et que le réseau d'organisations cessât d'évoluer comme force de changement significatif alors...

— what life is left in the community ?
— qu'adviendra-t-il de la vie de la communauté ?



542 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1973

Photo WHO



THE TRANSFER OF SCIENTIFIC INFORMATION TO

E. Bruce Peters
and
Daniel D. Roman

In this era of the information explosion and rapid technological change, the problems of finding needed scientific information, disseminating technical information of value, and then actually utilizing the information in production processes have become acute, if not overwhelming. There is the problem of determining what is known about a given subject area and then selecting and utilizing the information available. There is the problem of maintaining a reservoir of useable scientific and technical knowledge from which to draw. There is also the aspect that knowledge of new technology can suggest new applications and new capabilities. This indicates the problem of maintaining an awareness of what is going on and the new discoveries that are taking place. Some dimensions of technology transfer can occur on several different levels: internationally, within a country, within an industry, between an organization or individual and the external environment, or simply, within an organization. Of these different levels, the international one seems the most critical. Since the 1960's it has become increasingly apparent that national technological self-sufficiency is not feasible. The cost of maintaining a broad technological base, the availability of resources such as scientific capability, and the high risk factors associated with R & D have been instrumental in encouraging international cooperation.

Business firms are searching for the best methods of utilizing advanced



Peters

technology in other countries as evidenced by the increased activity in multi-national operations. International agencies, organizations and professional associations seek to facilitate the flow of information between disciplines, industries and between advanced and developing nations. There is increasing concern about finding better ways of monitoring the stream of world science to avoid costly duplication and take advantage of the work of others.

Yet in this international area, the problems compounding the flow of scientific and technical information are magnified. "Not invented here" attitudes can become transmuted to nationalism or chauvinism. The economic or social infra-structure may block acceptance and utilization. Cultural attitudes and values may cause rejection of promising technology. Other considerations are a possible lack of entrepreneurial spirit, political instability or the absence of a suitable financial structure to provide risk capital. A final complicating factor is the need for appropriate managerial technology in order to utilize scientific and tech-



Roman

cal information effectively.¹ Until recently, the problems connected with technology transfer have been dealt with primarily in economic terms. However, there is now a growing recognition that the problem is considerably more complex. Scientists are becoming more concerned with an effective interchange of information. Psychologists are addressing the behavioral and educational aspects. Sociologists and anthropologists are treating the aspects of social change. Businessmen and students of business administration are seeking the best methods of transfer of managerial skills, techniques, work habits and processes. Obviously, the question is one which embodies the full range of human, scientific, economic, and technological problems. In addition to the fact that technology transfer spans such a wide range of disciplines, there is the factor that there are number of possible channels by which technical information can be transferred. These include visits, foreign study or work periods, the published literature, consultants, direct investment, collaborative ventures,

sale of patents and licenses, various types of aid programs, and international meetings. Regardless of the channel used, the central and ultimate objective is that of transferring usable knowledge and skills from one individual to another; either directly or indirectly, from the mind of one person to the mind of another. Faced with an inability to treat the entire problem in a comprehensive manner, this article treats international meetings as one channel of information and technology transfer which appears to optimize conditions and facilitate the transfer of an idea, concept, or knowledge from one individual to another.

International Scientific Meetings

An idea of just how important international scientific meetings are and an indication of the role they play can be gained by an examination of the trends. Numbers alone indicate the increasing importance. Despite considerable confusion over definitions, errors due to inability to capture the data, and a lack of attention to these data, there has been a dramatic increase in the number of meetings over the last several years as compiled by one source.²

An estimate for 1968 states that more than 1,500,000 persons attended international meetings at a cost of more than \$ 300 million. By 1970, it was expected that 2,800,000 persons would be attending international meetings at a total cost of \$ 413 million. By 1980, more than \$ 8 billion will have to be invested in hotels, conference rooms and other facilities to accommodate these travelers. These data can not be compared to those preceding, as they come from a different source using a different set of definitions and criteria.³ The increasing number of international meetings is an indicator which suggests that there is a strong flow of informa-

tion on a person-to-person basis. Unfortunately, the principal beneficiaries of this flow are not the developing countries, for the meetings are adapted to the needs and interest of the sponsoring members or countries. This means that the concepts and problems treated are those of technically advanced highly integrated countries, frequently in different climatic areas. Even so, the developed and developing countries face many problems in common.

Information and Technology in Developed Nations

The developed countries are besieged with information in the proliferation of specialized journals. The rate of discovery in science and advances in technology is such that even the most up to date publications are likely to be one to three years behind the research frontier. As a result, there is a scanning problem to know what is going on in all areas of interest. And even this problem is complicated by the fact that essential information may suddenly appear in an unrelated field, journal, or discipline. Along with the scanning problem, there is the problem of information storage and search. Acquisition, cataloging, and storage of all pertinent information present budgetary, physical, and technical problems. There are frequently semantic problems between information processor and retriever. Space and filing requirements increase. Advanced storage and retrieval systems such as computer or microfilm impinge further on the budget and require additional technically trained personnel. But then the more information that is stored, the more difficult it becomes to review all of that which is possibly relevant and find needed information. The needle is hidden in a haystack of ever-increasing size.

The developing nations share this problem, but for them it is compounded by language and lack of access. Unless their scientists and engineers speak one of the primary world scientific languages, it is almost impossible for them to tap the world flow. Translations present additional problems of choice and delay. There is frequently no adequate translation for technical terms, and the foreign expression must be used. Finally, the number and availability of foreign journals in circulation may be severely limited.

Other problems of the developed countries lie in the vertical and horizontal transfer of information. Even those countries and firms which are the most advanced technically encounter great difficulty in applying the results of basic research and then coupling the applied research to engineering and sales to end up with a marketable product. Technologically dynamic industries rely on new products for survival, growth and prosperity. In such industries, it is estimated that 50 to 75 percent of current sales are generated by products which did not exist 10 years ago. Still there is a sobering thought in that the failure rate of new products can run as high as 90 percent and ultimate failure is more often attributed to lack of commercial success rather than technical performance. Communications barriers, lack of understanding and differing interests and standards impede the smooth progression from scientist to engineer to manager.

The problems of horizontal transfer from one industry to another or even from one company to another are similar. In this instance, not invented here (NIH) attitudes effectively block transfer. Thinking along disciplinary or product lines shuts out new insights and innovative approaches.

Information and Technology in Developing Nations

The developing countries share these problems, but the lack of social and economic infrastructure further complicates the solutions. Skilled surgeons trained in other countries find they must also sterilize equipment, ascertain pulse rates and give shots due to lack of trained personnel. There are no antibiotic by-products of the pharmaceutical industry to permit chicken raising on a large scale. Communication and transportation are frequently slow, unsure, or difficult. The ferment and synergism resulting from the impact of new ideas are reduced. The number of basic scientists providing results on which applied scientists can build is frequently near zero. Or highly trained scientists are available in prestige fields such as nuclear physics, but not in those fields with greatest potential impact. Other steps of vertical integration may be missing due to a lack of key specialists. In addition, a rigid disciplinary approach

ach to problems may reduce the potential for innovation and creativity. A nation must not only have scientists but also the capability to utilize these people productively.

The difficulties inherent in vertical and horizontal transfer have yet another ramification. Results of the authors' research show that countries or individuals must be in a strong position as donors or sources of information if they are to receive information. As the old adage goes, «The rich get richer while the poor get poorer». Or to quote the South American cent-millionaire in *The Barefoot Contessa*: «To turn \$ 100 into \$ 200, this is work. To turn \$ 1 million into \$ 2 million, this is inevitable».

Research results showed these rather cynical views to be substantially correct. The research project will be described in more detail later, but an analysis of information flow in international scientific and technical meetings shows that those who gave the most information also received the most information.

These conclusions would appear to apply equally to all countries, but the developing countries are at a particular disadvantage. With a lower level of scientific and technical development, they have less to offer. As a result, they receive less. Others are not attracted to exchange information with those who have little to exchange. In this respect, the economic results of the first Decade of Development appear to parallel the observations concerning scientific and technical exchange. While the developed countries have reached ever-higher standards of living, the developing countries have barely been able to maintain the status quo.

Confronting a lower level of scientific and technical development, the obvious solution seems to be to tap the mainstream of world scientific and technical development. But this solution may be a poor one.

For example, the subject matter addressed in technical conferences and journals may also be of limited immediate use to scientists in developing nations. The literature on technology originating in developed nations is frequently directed to channels not of prime priority to developing nations. Developing nations are concerned with improving agriculture yield, problems of feeding their population, education, population control, establishing economically feasible industry, exploitation of natural resources, etc. These areas still require attention by developed nations, but technology in these areas has usually progressed to the extent where problems no longer are urgent and some scientific resources can be diverted to more recondite projects. In short, the world flow of science probably has little to offer in these specialized areas to the developing nations. On the other hand, ignoring

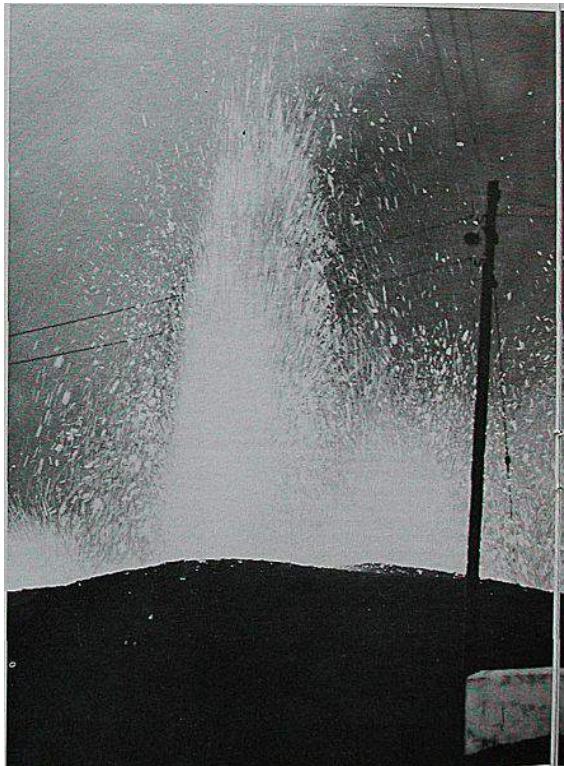
obvious priorities and attempting to compete in high technology fields is

One of the best agents of change and channel for the transfer of technology is the large multi-national corporation. While it represents perhaps the best means for transfer, the goals of the organization are not necessarily the same as those of the nation involved. Profit goals and developmental goals may not be the same. Nevertheless, the developing nation must rely on this means, for it can hardly penetrate the thicket of licensing agreements and proprietary restrictions to gain free access to current technology. In almost all cases, there must be some return to the donor commensurate with the effort and risk involved. Even so, the host country must ensure that a suitable and progressive transfer of technology is being carried out. A final problem common to both developing and developed countries is that of cross-cultural communication.

Differences in language, frame of reference, and perception all impede effective communication. Even less obvious but a similar barrier are different concepts of time, the appropriate distance for conversation and other concepts of space, mores concerning touching, familiarity, and situational appropriateness of language. Added to these potential barriers, developing countries may have greater differences in social structure. There may be an inability to use information of value because of that difference or a lack of capital for investment. Political instability may deter entrepreneurial innovation. The economic differences accentuate social, cultural, and language differences.

Research on International
Scientific Conferences

With potential benefits and advantages



of an interpersonal exchange of information so great, some means of examining the process in greater detail was sought. The actual exchange of information in international scientific and technical meetings was selected, for these events have information transfer as a major purpose.⁴ Nine hundred and thirty-three U.S. and Western European scientists, engineers, and managers were queried concerning their information gathering activities at one of four major international meetings.⁵ The method used was the critical incident in which the respondent isolates information of greatest value and describes the surrounding circumstances. Sociometric analysis and an attitude survey supplemented the critical incident. Overall objectives of the study were to determine the value of international meetings in terms of perceived expectations, utilization of information gained, and in

terms of a stimulus to creativity and innovation. Other objectives were to determine the conditions for the most effective transfer of information, the extent that cultural and language differences affect transfer of information, and ascertain which groups benefit most.

Data were analyzed by the following groups in addition to the total population:

Across the spectrum basic scientists - applied scientists - engineers - managers,

Hard and soft scientists (for example, physicists and chemists - psychologists, sociologists).

U.S. and Western European nationality. The study was conducted over a period of one year and involved a survey of the XXIIrd International Congress of Pure and Applied Chemistry, the XVIIIth International Congress of Applied Psychology, the Fifth Inter-

national Conference and Exhibition of the International Association on Water Pollution Research, and the Insurance Management Conference of Management Center Europe. In addition to the analysis of the different categories mentioned, the results of the study permitted derivation of a flow chart showing the principal ingredients of motivation for attendance through to acquisition of information and end use. The study also establishes empirically that those giving the most information also receive the most information.

In relation to the subject of this article, the results of this research showed a clearly favorable effect on innovation and creativity, an ability to leap barriers to cross-cultural communication, and a way to make and maintain information contacts of interest. A discussion of specific benefits follows. Innovation and creativity - Data on reasons for attendance, information gained, uses of information, and suggestion of new capabilities all show evidence of creative influence. Only 27 % of the individuals attend meetings to gain new ideas, but many more receive this benefit. The specific information gained is creative or innovative in 51 % of the cases. The actual use shows the introduction of new ideas, concepts, or methods in 65 % of the cases. Beyond this, an additional 18 % report improved efficiency in their work. As for the question of whether the information gained suggested an entirely new capability or merely the answer to a current problem, 51 % noted that it suggested an entirely new capability, to agree exactly with the previous statistic on the type of information gained. Even in the solution to current problems, many stated that they found a completely different approach to their problem rather than an improvement in current methods. Finally, about half reported that the presence of others who would serve as a sounding board and recipient for their ideas was instrumental in clarifying and assisting their own thought processes. Another significant aspect was an apparent synergistic effect which resulted from the availability of multiple sources of information. The picture which emerges from the comments of respondents is that of a small group interacting to fuel the vision and extend the insights of its members. Another view is that of a person who receives valuable but doubtful information. He then checks, corroborates,



Hjalmar R Bardarson-Reykjavik

opposes, and finally confirms the information gained. The presence of numerous objective sources permits him to establish the validity of new concepts to his own satisfaction. Barriers. - Many potential barriers to cross-cultural communication have already been discussed. Also mentioned were the results which showed that participants in the meetings were able to cross these barriers relatively

easily to obtain the information they desired. The conclusion drawn from this way of looking at the research results is that a need orientation can reduce or eliminate the barriers to communication. It takes good will on both sides and the freedom to interact, but if information and the desire to obtain it are both present, communication will somehow take place. The practical application of these insights will be discussed later.

Continuing contact. - One of the initial problem areas discussed was that of gaining access to the mainstream of the flow of scientific and technical information. The meetings can do this by bringing together those who are working at the research frontier of a particular problem. This short circuits the lags, selection, acquisition, storage, and retrieval problems of publication. Once this favorable contact is gained, however, the personal relationships and interest in mutual problems tend to persist.

The conferences establish propitious circumstances for meeting. In this study, 73 % reported that at least one of their information sources was encountered for the first time. Even so, a continuing contact in the form of letters, exchange of visits, promises to collaborate, provision of additional information took place in 43 % of the cases. The conclusion here is that this would be not only a means of gaining access to the mainstream, but also a means of beginning a mutually profitable relationship which could be maintained.

The analysis of significant problem areas and the discussion of research results now leads to a discussion of practical applications as a synthesis.

What Can Be Done

Computer systems, technical libraries, information storage and retrieval systems are all important, but for usable current information with minimum delay and expenditure, the channel of interpersonal contact is by far the most important. Scientific and technical meetings are proposed here as a means of gaining personal contact and maximizing its benefits.

Primary need. - In considering desirable changes in format and planning to best adapt meetings to the needs of the developing countries, the first suggestion would be for the country concerned to engage in a process of self analysis to determine a single concern which it felt to be the most important. It would not really matter whether or not the problem selected was in fact the country's greatest need. The objective of the selection would be to find what most of the potential participants felt to be most important. In this way, there would be powerful emotional incentives to overcome the problems of language and cross-cultural communication. Once meaningful

communication was established, it might be found that the problems of concern were really secondary, but the advantage would be the establishment of a strong flow of communications. Another advantage would be the orientation on needs rather than an objective effort to monitor world information flow. As already noted, much current scientific and technical information can be adequately utilized only by fully developed countries. Once the problem areas were fully developed, the conferences could then seek to further define and exploit areas of special competence. In this way the country would be in a strong position to exchange information and profit from the pronounced advantages of that position. (« The rich get richer. ») An attempt to parallel the efforts of the developed countries across the board could not succeed. It would also fail to provide information concerning special needs.

Cross-disciplinary. - The conferences should be designed as cross-disciplinary problem solving meetings rather than being oriented on a single discipline. There are two reasons for this suggestion. First, there would be a greater potential for creative and innovative solutions.

Second, this type of meeting would have the greatest beneficial effect on the subsequent problems of vertical and horizontal transfer. Coupling problems would be reduced, and a complete package or « system » could be obtained which could be put into use more quickly.

Even in the traditional meetings studied, information was used in ten weeks or less in 52 % of the cases. The type of meeting suggested here should go much farther in providing reasonable alternatives and the social infrastructure necessary to put them into effect in a comparatively short period of time. Even the noblest purpose and purest concept can be subverted by poor planning and administration, however. Some of the administrative factors which must be considered are these : Type of meeting. - Presentation of formal papers is, of course, important at these conferences, but the meetings must be designed to encourage a maximum of individual participation and informal interface. In the meetings studied, 18 % of the respondents complained of lack of time and place for informal meetings. Furthermore, 62 % of the respondents stated that the information gained was obtained, at least in part, by informal channels. The information obtained through the formal program (38 %) seemed to be by default in many cases due to inability to meet informally. This means that a seminar or workshop format is much to be preferred to the convention hall atmosphere. It should be noted that this concept of homogeneous small groups meeting informally will probably require prior selec-

tion and training of group leaders to be successful.

The number of respondents who stated that they attended meetings as a vacation or for motives of tourism (9 %) suggests that well qualified individuals would be willing to assist if they were also invited to see a part of the country they were visiting : scenic wonders wildlife, institutions, cultural displays. Length. In the research project it was found that information obtained through informal channels was gained primarily in the first three or four days. The acquisition rate dropped off abruptly after this time. Consequently, it would appear that longer meetings would be wasteful of both time and resources.

Size. - Again to increase the benefits and mutual contacts, the size of the meetings should be kept relatively small. Twenty per cent of the respondents in the authors' research complained of the size of meeting and the problems which grew out of it : for example, transportation, lodging, inability to meet desired sources of information or friends, crowded meeting rooms.

Pitfalls. - Although each point of the suggested planning considerations represents a possible pitfall, there are others which must be considered. These are the choice of participants, language, overall tone and atmosphere, and consideration of interpersonal barriers.

Choice of participants. - The individuals selected to attend should fall in the category of « scientific troubador » or « technological gatekeeper » whenever possible. A study of the diffusion of innovation brought out the peculiar characteristics of the innovator. Many of these same characteristics reappear in the person known as the « scientific troubador » or « technological gatekeeper ». The scientific troubador is the person who gives some form and predictability to the informal patterns of scientific information exchange. The strategic mission that these individuals carry out is brought about by their positions as editors of journals, members of boards approving grants, planners of meetings, guest lectures, and visiting professors, as well as their personality characteristics. Although tentative, there are indications that the type of information which they transmit tends to be of the « know how » variety concerning apparatus and procedures, the type of information that doesn't appear in the journals.⁶ The concept of the technological gatekeeper is almost identical to that of the scientific troubador. These important individuals seem to take up their activities spontaneously and are capable of bridging the communications gap to bring knowledge from the external environment into the closed internal environment of the organization; they are proficient in the codes of both. As well, they show other clear charac-

teristics. They are strong performers, contributing more than their colleagues to the work of the organization. They consult with a much larger number of people, including many outside their own specialty. Their creative ability springs from their ability to link the diverse information received in some usable form. They generally have a PhD and work at the level of first line supervision. There are usually strong ties among these individuals within an organization, and these ties help link the different departments together. Frequently, they seem to specialize in a particular type of information, but they can quickly contact other members of their network (or needed information or another information source). Despite their obvious value and key function, they are rarely called on informally because of the psychological cost. Other engineers prefer the use of low cost : low value channels, cost being the determinant, not value.⁷ These individuals not only show a greater ability to acquire and disseminate information, but also a greater ability to utilize it effectively themselves. Unfortunately participants in scientific conferences are usually selected on the bases of prestige, rank, and political affiliation, rather than active contribution to the sponsoring organization.

Language. - Although meetings were proposed as a means of overcoming cultural and language barriers, the problems of language differences must be considered and every effort made to alleviate them. Although respondents apparently surmounted this difficulty, 20 % of them stated that it was an obstacle to effective communication.

Orientation. - A strongly political orientation or overtones such as those which characterize meetings of many of the U.N. agencies will strongly detract from a problem solving innovative atmosphere.

Interpersonal barriers. - With such an emphasis on interpersonal relations, there must also be some consideration of interpersonal barriers. Although only 6.0 % of the respondents mentioned this as a barrier, timidity, lack of motivation, and inability to crack the inner circle might be increased in the meetings suggested. Measures to establish easy informal social relationships conducive to the exchange of information should be taken early and continued throughout the meeting.

Overall organization. - These pitfalls have been discussed as a means of avoiding the more obvious errors in meeting planning. Ten per cent of the respondents complained of poor organization as a barrier to transfer. This included such things as distribution of programs and abstracts, inability to find meeting rooms, poor visual aids or loud speaker systems, etc. This was in addition to complaints stemming from size. The lesson here

is that meticulous planning must precede such a meeting if H is to be a profitable one. A disgruntled conference will probably have a negative rather than a synergistic influence.

Conclusions

Although research on international scientific and technical meetings has been carried out with a focus on information transfer between highly developed countries, the results obtained strongly recommend this means. It is quick. It is comparatively low cost. It is a strong stimulus to innovation and creativity. It produces highly useful information in a short period of time. It overcomes cultural and language barriers. It leads to continuing contact and interest. It helps eliminate the problems of information storage and retrieval to produce current information from the world pool adapted to specific needs.

The adaptations suggested should help make of it a useful instrument to assist developing countries to overcome problems of horizontal and vertical technology transfer. Not a panacea, astute use could help bring greater results in this second Decade of Development.

D

1. Jesse D. Perkins. « Inter-Governmental Activities in the Americas » paper presented at the Conference on International Exchange of Technology, sponsored jointly by the North

Triangle Institute, Raleigh, N. C., October 29-30, 1970. Lakshman G. Ponnarperuma. « The Development Gap in the International Exchange of Technology » paper presented at the Conference on International Exchange of Technology, sponsored jointly by the North

2. « Geographical Distribution of International Meetings 1958-1968 », International Associations, No. 2, 1968, pp. 92-97.

3. International Congresses as a means of BTMPI/1/71. International Union of Official Travel Organizations, January, 1971, pp. 5-8.

4. The study can be obtained from University

Technology Transfer in International Meetings. 5. There were 400 replies for an effective response rate of 43.7 % allowing for undeliverable letters, etc.

6. Herbert Menzel. « The Information Needs of Current Scientific Research ». Library Quarterly, Vol. 34 (January, 1968), pp. 4-19.

7. Thomas J. Allen. « Who Guards the Gate? A Gate for Information Who Guards the Gate? Innovation », No. 8 (1969), pp. 32-39.

Research and Development Laboratory . Technology Review, Vol. 70 (October/November, 1967), pp. 2-8. Thomas J. Allen « Roles in Technical Communication Networks in Communication Among Scientists and Engineers (Caron E. Nelson and Donald K. Pollack, eds.) Lexington, Mass : heath, 1970), pp. 191-208.

Channels for the Transfer of Technology. « Industrial Management, Vol. 8 No. 1 (Fall, 1968), pp. 87-99. Thomas J. Allen and Stephen I. Cohen. « Information Flow in Research and Development Laboratories », Administrative pp. 12-19. Peter G. Gerstberger and Thomas J. Allen. « Criteria Used by Research and Development Engineers In the Selection of an Information Source », Journal of Applied Psychology, Vol. 52, No. 4 (1968), pp. 272-279.

THE CHANGING FACE OF SLAVERN

One hot summer's day in 1972 the agitated driver of a container-orry sought the help of the French police to open his vehicle near Aix-les-Bains. It was no ordinary summer's day and this was the cause of his anxiety. It was le quatorze juillet and no Frenchman but a gendarme will work on Bastille Day. The lorry was opened and forty-nine Africans in an advanced stage of exhaustion emerged. It transpired that they had been recruited by an enterprising Sardinian in Mali, Ivory Coast and Senegal and, having travelled in considerable discomfort via Sardinia and Italy, were on their way to their employers in the bidonvilles around Paris. The United Nations Economic and Social Council (ECOSOC) happened to be in session in Geneva at the time : this dénouement had occurred under their very noses. Africans - delegates said - were being enslaved in Europe.

Two international treaties exist which bind their signatories to eradicate slavery and slave trading. The more recent of the two, the un Supplementary Convention on the Abolition of Slavery, the Slave Trade and Institutions and Practices Similar to Slavery, was brought on the Statute book in 1956 and has been ratified or acceded to by 81 member States, but no machinery exists to implement it. Not one employee on the United Nations payroll is required to know or to find out, still less to do anything, about slavery. So the ECOSOC was in a spot. A resolution was passed appointing a working of five national representatives to investigate - not « slavery or slave trading wherever they may occur » - but only this particular incident and its ramifications. In addition, the International Labour Organisation, INTERPOL and the Organisation for African Unity were asked to investigate and report. At its 29th session in Geneva in March 1973, the UN Commission on Human Rights debated the question of migrant

labour and a valuable exchange of views was heard. Migrant labour has evidently become widespread, especially in the rich countries where the standard of living has risen to a degree where the indigenous population are no longer willing to accept the dirtier jobs and where the inducement of wages and conditions, at least apparently and in many cases actually better than they can get at home, attracts migrants from far afield. Two points of interest which were not mentioned in the debate were that the traffic in Africans to Paris has been going on for at least ten years and that in Senegal it has come to be regarded as almost the equivalent of an initiation rite for a young man to work in France for several years in order to save enough money to buy his future wife her gold bracelets. There is undoubtedly gross deception involved in the recruitment of migrant labour, but in the case of the Africans going to Europe, many of them are well aware that privation is involved and, it is said, undertake it willingly : it may be that the sacrifice involved is an essential element in their undertaking. In February 1973 the conditions of recruitment, employment and housing of a group of 100 Filipino women in Lancashire were described in the Sunday Times. They had all been recruited, transported, housed and employed by the same firm and were living and working in conditions which would not have been tolerated by any English woman. Few of them, however, spoke more than a little English or knew the customs of the country and all were bonded to their employers. As they boarded their plane in Manila they were required to sign blank sheets of paper : at the end of their two years bond they would still be in debt to their employers for the balance of their fares from the Philippines. In this case publicity promptly obtained release from the bonds they had signed and

free repatriation of the five who dared to return without earning the money to repay the debts incurred in raising the deposit for their fares to England. It also secured improvement in wages and living conditions and, instead of the social sequestration of the group attempted by their employers, led to the organization by a local interdenominational group of a club which, within a month, had produced a Filipino choir which is much in demand. A case which did not reach the Press was that of three unmarried mothers from the Cape Verde Islands who were discovered in the London house of a wealthy alien in 1971. They had been induced to sign an agreement to work without pay for three years in return for a downpayment to maintain their children in the Cape Verdes. They had been relieved of their passports and were lonely and unhappy. It is unlikely that this is an isolated case. The wealthy countries of Northern Europe are attracting labour not only from Africa and Asia but also from southern Europe as a result of the gap in the standards of living. There has for some years been a steady flow of Asians to England, Belgium and France are only the final countries in which they are fleeced by those who facilitate their illegal entry. Some remain in debt bondage for many years both to those in Asia who make the journey possible and to those in England who find them work and lodgings. The journey itself can be hazardous. Two Africans died of exposure in the Pyrenees in March 1973 trying to reach France after being abandoned by their guides. One of the obnoxious results of migrant male labour is the demand for prostitution, and the introduction of foreign attitudes to women which do not enhance the prospects of cultural integration. The International Labour Organisation has the subject under investigation and in the meantime the Commission on Human Rights has

urged governments to ensure that their laws suffice and their police are vigilant to ensure against gross exploitation of migrant labour. It is to be hoped that private citizens and the Press will be conscientious watchdogs. But migrant labour is only one of many forms of exploitation of weakness and this essentially is the reason (or the survival of each form of slavery). Chattel slavery is defined in the Supplementary Convention as « the state of somebody over whom any or all of the powers attaching to the right of ownership is exercised », but that Convention binds its signatories to forbid and eliminate not only chattel slavery but also serfdom, debt bondage, the sham adoption of children and servile forms of marriage. These in 1956 were regarded as the grosser forms of exploitation most closely allied to slavery and worthy of inclusion in a Convention under that heading.

Suggestions have recently been made in debates at the UN on slavery that other forms of exploitation, including the traffic in persons, should be included in a single new convention. Those who hope to see more effective international action taken to eradicate slavery oppose this proposal on the grounds that the existing Conventions would work, given the will to make it work, whereas the preparation of a new convention would take at least five years and probably ten, during which time the excuse would certainly be made that no machinery should be set up until the new convention was adopted.

Chattel slavery in its traditional form survived until recently in the Arabian Peninsula, throughout Saharan Africa and in a few pockets elsewhere. One of these was in North-East Cameroun where the Lamido of Rei Bouba believed himself to be the owner of his 50,000 subjects. When he went on pilgrimage to Mecca he took some of his slaves'children to pay the return fare. To its credit the Government of Cameroun in 1969 enforced its laws on slavery and resettled on the land those who were slaves and serfs. As recently as 1966 slavery was accepted as an integral element in the social fraternity throughout the Sahara. With the coming of independence, Government opinion began to change and now slavery is not only illegal, but almost a thing of the past, though a little does continue clandestinely. Throughout this region the Touareg regarded the various tribes as their slaves and provided them with their livelihood and protected them. The slaves in return did all the menial work, drawing the water and tending the herds. The poverty of the land and the harshness of the climate bred a mutual dependence and a mutual loyalty which were wholly admirable: an example of this came to our notice in 1966. A man regarding himself as a slave had been sent by his master in the Central Sahara to as-

semble motor cars in Paris and was sending half his weekly wage back to his master out of a sense of duty. The other side of the coin appears when a Touareg chief dies: his date palms and camels and his slaves and their children are divided among his heirs, and occasionally the Koranic law forbidding the separation from his parents of a child under eleven is forgotten. A little girl was just rescued in time after wandering into the desert in search of her mother. When institutions so firmly established not only by tradition but by economic and social needs of society are artificially destroyed, as they were in one state when the army was sent in to separate the slaves from their masters that the law forbidding slavery might be enforced, there will be trouble. The slaves, not understanding what was going on, sided with their masters and blood was shed on all sides. It may

well be found that some of the African workers recruited to work of their own free will in France were formerly slaves who had been deprived of their livelihood in this way. A pre-requisite to social development is a sound economic basis for an equitable social organisation. To this end, in 1969, the UN Secretary-General established a list of experts whose services are available available to any government applying for their advice on how to resolve problems involving institutions and practices similar to slavery. Though there are, in our belief, at least forty countries which would benefit from such advice, no government as yet has applied for this free service. To do so would be to admit the existence of what they have denied. No expert advice was needed when twenty-fourteen-year-old Ghanaian girls were sold in Tripoli, Lebanon, last March. In assessing responsibility, however, it

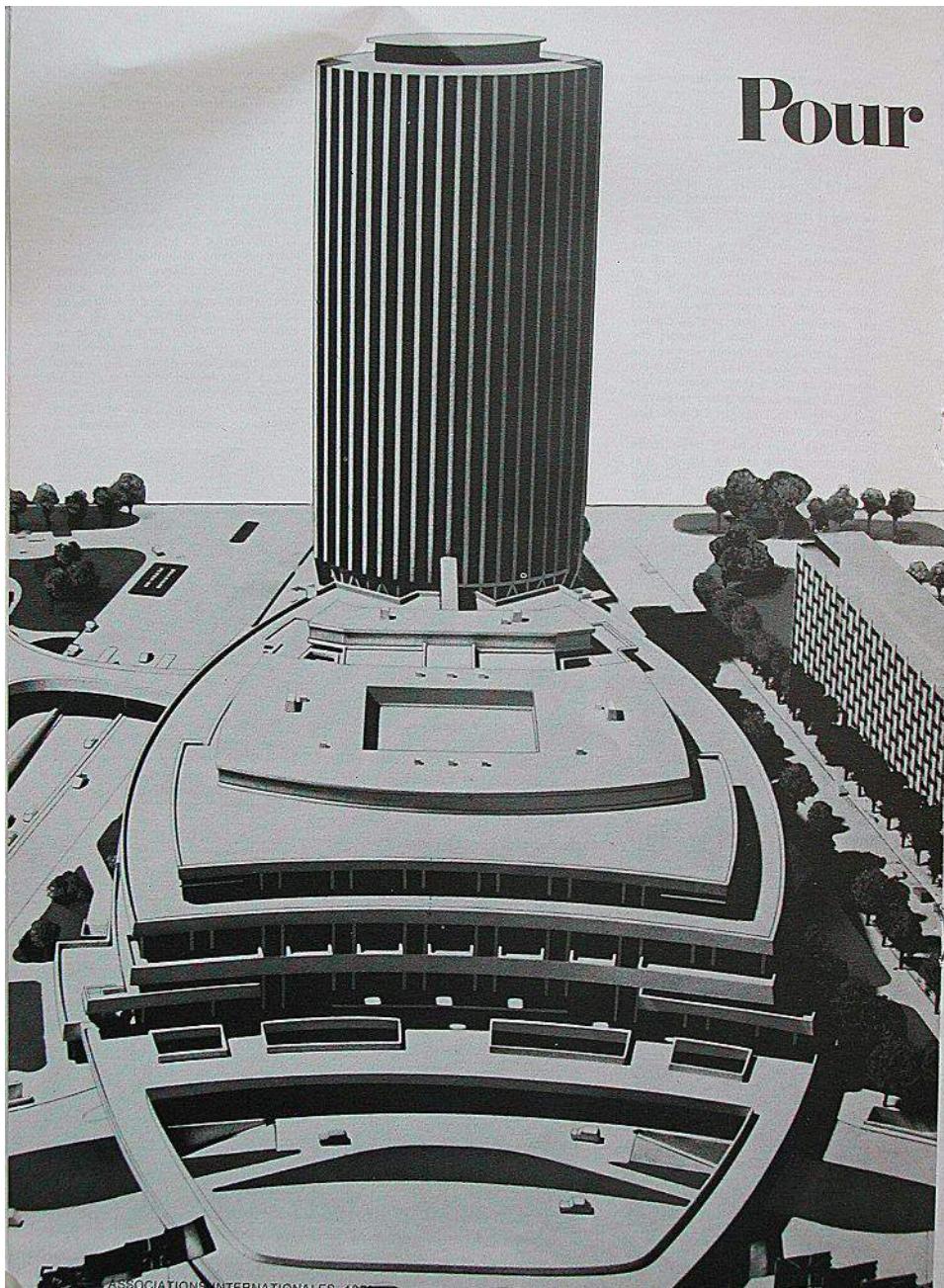


West African boys being taken to Saudi Arabia on a one-way ticket in 1960. This picture by Lars Holmberg relates to a slave route which was closed in 1962 when King Faisal made slave-owning illegal.



King Togoni, in his palace at Abomey, Dahomey, with some of his 40 wives.

Pour



ASSOCIATIONS INTERNATIONALES - PARIS

r les hommes de qualité

LE CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS

Au Centre International de Paris, tout est qualité : localisation exceptionnelle, conception fonctionnelle, architecture élégante, services multiples pour les hommes de qualité qui veulent disposer d'un cadre de réunion unique.

Au Centre International de Paris, on travaille avec les équipements les plus perfectionnés, on se détend dans une ambiance bien parisienne, et on peut rejoindre, en quelques minutes, les Champs Elysées et la Défense, cité des affaires de demain. Une aérogare relie directement les aéroports parisiens, un parking de 1.500 places et une desserte directe par le métro facilitent son accès.

LE PALAIS DES CONGRÈS

Toutes vos manifestations se dérouleront dans un lieu prestigieux digne de leur renommée, de vos invités :

Vos congrès et assemblées
de 1.500 à 4.300 participants dans le plus grand amphithéâtre d'Europe.

Vos conférences, colloques, journées d'études
de 100 à 750 personnes dans l'une des 17 salles appropriées.

Vos expositions scientifiques ou techniques dans les 3 halls de 5.000 m² entièrement équipés.

Tous les services sont à votre disposition pour leur parfaite réussite : accueil, secrétariat, reprographie, circuit de télévision et matériel audio-visuel complet, interprétation simultanée, bureaux et suites d'affaires, et... Paris tout entier pour la détente et les loisirs des congressistes.

HOTEL CONCORDE LA FAYETTE

Du Palais des Congrès à l'hôtel Concorde La Fayette aucune rupture de qualité pour les hommes exigeants :

Une élégante tour de 32 étages
1.000 chambres avec téléphone privé, radio et télévision, air conditionné, 16 appartements.

La grande tradition de la cuisine française
3 restaurants : gastronomique, "grill-room" et service rapide offrant 800 couverts.

De la réception intime au grand banquet
Une salle de réception de 2.000 m² fractionnable, d'une capacité totale de 2.000 couverts ou 4.000 invités pour les cocktails, mais aussi pour les bals, présentations de mode, etc.



UN CENTRE COMMERCIAL

Pour la flânerie : 60 boutiques portant les grands noms du commerce parisien, qui offriront un choix incomparable de cadeaux, des agences de voyages et de location de voitures, une banque, 4 cinémas, un drugstore, une brasserie et une discothèque.

UN CENTRE D'AFFAIRES

6.000 m² de bureaux réservés aux activités internationales.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER A :

CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS : 24, boulevard Pershing 75017 Paris Tel. 754 47-57 - 754 48-07
CHAINE DES HOTELS CONCORDE : B.P. 71 - 75021 Paris Cedex 01 Tel. 508 49-70

may well be relevant that whereas in 1966 a Ghanaian Farmer needed three tons of cocoa to pay for a tractor, the same tractor costs him ten tons of cocoa today.

Another example of traditional slavery survived in the Sultanate of Muscat and Oman until 1970 when communist guerillas were on the point of overthrowing the regime of Sultan Said bin Taimur. A palace coup was arranged and his son now reigns in his stead and is, we are assured, hastening at the optimum speed the transformation of his country from a tenth century despotism which was screened from the eyes of the world. When the first journalists were allowed into Salala, the capital, they reported that slaves in the royal palace, numbering some 500, who were regarded as a specially privileged caste, had neither freedom nor rights. Some of them were mute and others, having been forbidden to raise their eyes from the ground, were no longer able to look up. Yet the Anti-Slavery Society, which had repeatedly sought independent investigation, had been told by the protecting power that in the unlikely event of the reports it had received being true, they were the 'domestic concern' of the Sultanate, a sovereign state.

In remote and inaccessible places where rulers or governments tolerate no opposition, social conditions can be concealed indefinitely from the

outside world. When reports leak out it is difficult to substantiate them. By virtue of its union in 1909 with the Aborigines Protection Society, the Anti-Slavery Society is concerned also for the wellbeing of aboriginal and other tribal peoples. Among the many of these, whose survival has been threatened since the ending of the colonial era and whose plight was for many years concealed from the world at large, are the Nilot tribes of the Southern Sudan and the Nagas who live in the hills on the North-East frontier of India. The Nagas, who number fewer than a million, secured Gandhi's promise in 1947 that they would not be forced unwillingly into the Indian Union. Since 1954, however, they have endured at intervals a process of 'pacification'. A Naga puppet government has recently been set up with Indian Army protection with the aim of discrediting the Federal Government of Nagaland elected in 1947 and banned by the Indian Government. Reports from the Federal Government over the years have described in convincing detail the destruction of their churches and of their crops, the confiscation of their food, the humiliation of being forced to witness the beating and torture of their elders and the desecration of their churches, now rebuilt, by the rape of their women. It is now feared that the Indian Government is

attempting a « final solution » ; since last August every large village has been occupied and tracts of forest are being destroyed by fire. Since 1966 Nagaland has been isolated from impartial visitors. The Anti-Slavery Society has failed to persuade the Indian Government to receive observers acceptable to both sides. In view of this the reports cannot be discounted. So the Anti-Slavery Society which has recently published reports on serfdom in Afghanistan, the Amerindians of the Amazon and the Aborigines of Australia, concerns itself with the cause of those who are vulnerable to exploitation because of their poverty, their inarticulacy and their remoteness or isolation. These are factors which also make research especially difficult. The Society's effectiveness depends on its credibility - that is, once its contemporary relevance is accepted, on the objectivity and reliability of its reports.

Those in advantageous positions to obtain the evidence it needs are missionaries - since they identify most closely with the victims of exploitation, spending many years sharing with them in poverty their lives and their language - and employees of the Specialised Agencies.

D

Obtainable from the Anti-Slavery Society, 60 Weymouth Street, London, W1N 4DX.

Belgium's private bank
with a worldwide calling

BANQUE LAMBERT

International finance is our „raison d'être“

Avenue Marnix 24, 1050 Brussels - Tel. 02/13.81.81 - Telex 21465 LAMBK B

Le Problème des Problèmes

Monde !

Le terme le plus large qui soit, synonyme de Tout. La Nature, l'Homme, la Société, la Divinité, c'est le Monde. En ce terme vu le besoin d'une expression qui totalise, la définition conventionnelle comprend forcément et la Crédit et le Créditeur. Il faut, en sujet général, traiter du Monde. Car plus qu'aucun autre, sans en avoir cependant l'exclusivité, notre temps est placé devant une compréhension singulièrement large de ce qui existe. Il y constate l'interdépendance à un extrême degré, ses répercussions, ses incidences.

Dès lors se posent pressantes ces questions : Au delà des pluralités, des séparations et des compartiments, ceux des doctrines et des sciences particulières, ceux des harmonies et des arts distincts, ceux des programmes et des plans fragmentaires, au delà est-il possible que soit reconnue une unité essentielle dans les choses ? Un effort de l'esprit ne doit-il être fait pour les embrasser toutes dans les artifices d'un système qui conduisent ensuite à une coopération cohérente par un plan général ? Et ce système, comme ce plan, sont-ils réalisables aussi sans que rien n'y doive être définitivement déterminé, sans nulle prétention de fixer le destin des choses futures, de figer la vie en voie de combinaison éternelle, de limiter la réalité dans la splendeur de ses productions ?

Problèmes fondamentaux dominant tous les autres. Problèmes renouvelés, sinon tout nouveaux, jusqu'à en rechercher des solutions ouvertes aux esprits depuis les origines de la Pensée.

Problème des Problèmes.

(Preface. *Monde; essai d'universalisme* par Paul Otlet. Bruxelles, Editions Mundaneum, 1935)

ANNUAIRE DES ORGANISATION

15^e édition - version française -1

RUBRIQUE TYPE
#3353
Union des Associations Internationales
Union of International Associations (UAI) - Union de Asociaciones Internacionales - Union der Internationalen Verbände - Unie des Internationale Verenigingen.
SG Robert Fenaux, 1, rue aux Laines. 1000 Bruxelles. T. 11.83.98 - 12.54.42.
Origine : V juin 1907, sous le nom d'Office Central des Institutions Internationales. Devient une fédération, sous le titre actuel, en 1910 lors du 1 ^{er} congrès mondial des associations internationales. Statuts modifiés en 1951 lui confèrent le caractère d'institut. Statut juridique : loi belge, arrêté royal, 2 juillet 1920.
Buts : servir de centre d'information au sujet des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ; leurs activités et réunions : entreprendre et favoriser les études sur les problèmes juridiques, administratifs et techniques communs aux ONG internationales; aider à faire
tions entre elles ; promouvoir le développement de la coopération internationale et tout particulièrement des relations internationales de caractère non gouvernemental.
Structure : assemblée générale (tous les 2 ans) désigne
individuels, maximum 250, élus par l'assemblée générale. Les ONG internationales peuvent, après approbation du Comité, devenir organisations correspondantes (sans droit de vote). Réunions fermées. Secrétariat : 14 employés. Langues : français, anglais. Finances : Budget 1972 : 8.600.000 FB. Relations OIG : statut consultatif ECOSOC II ; UNESCO (B). Résolution spéciale du 20 juillet 1950 de l'ECOSOC établissant une coopération entre les Nations Unies et l'UAI pour la publication de l'Annuaire des Organisations Internationales. OIT, liste spéciale.
Relations ONG : relations spéciales avec 500 ONG internationales (organisations correspondantes) ; échange d'information avec 3000 autres. Accord de travail avec Humanité 2000 et le Center for Integrative Studies pour la production du l'Annuaire des Problèmes mondiaux.
Activités : collecte, analyse et publication d'informations sur toutes les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, existant ou ayant existé, leurs réunions et publications ...
Assemblées générales : 23 jusqu'en 1969 ; Barcelone 1970. Réunions de consultation réservées aux ONG. Congrès des organisateurs et techniciens de congrès internationaux : 4 jusqu'en 1967, Barcelone 1970. Kyoto 1975. Séminaires : pour cadres et personnel ONG : Turin 1969. Milan 1972.
Publications : <i>Associations Internationales</i> (10 numéros par an, français-anglais) ; <i>International Congress Calendar</i> (annuel) ;
Membres individuels (165) dans 43 pays : SCIENCE SOC' 23 jan 73.

Cette publication réalisée en collaboration avec les Nations Unies est le seul Annuaire de références s'étendant au réseau mondial des organisations internationales.

Le « Yearbook of International Organizations » en est à sa 15e édition ; pour la première fois depuis 14 ans, cette 15e édition paraît en langue française, simultanément avec une version anglaise. Il est le résultat d'enquêtes et de questionnaires mis au point par une équipe de rédacteurs, dont les données ont été confiées à un ordinateur et traitées par bande magnétique.

4.200 organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales y sont décrites.

Chaque notice donne les informations suivantes :

- nom en français, anglais et autres langues s'il y a lieu
- adresses principale et secondaires
- nom du secrétaire général
- historique
- buts, structure
- commissions techniques et régionales
- personnel et finances
- relations consultatives
- membres et leur nationalité
- principales activités et programmes
- lieux et dates des réunions les plus récentes (passées et futures)
- publications périodiques ou non.

Un numéro d'ordre a été attribué, une fois pour toute, à chaque association. Ces numéros sont repris dans les différents index et autres publications de l'UAI : Annuaires, Calendrier des congrès, listes d'adresses, etc... Les organisations qui ont cessé leur activité sont mentionnées avec une référence spéciale : ceci confère à l'Annuaire une valeur encyclopédique.

En supplément, on trouvera dans cet ouvrage, une section importante comprenant des listes, tableaux et statistiques diverses :

- les membres des Nations Unies, des Institutions spécialisées et Instituts associés
- les organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès des Nations Unies et/ou des Institutions spécialisées
- les organisations non gouvernementales le plus fréquemment reconnues par les organisations internationales

COMMANDE à adresser à : UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique (voir bon de commande au verso).

ATIONS INTERNATIONALES 1974

caise - Parution: décembre 1973

Sept index sont mis à la disposition des utilisateurs de l'Annuaire :

1. classification d'après la nature des organisations (28 catégories différentes)

Transport, Travel
#0034 Airlines Staff Int Asn
#0046 American Asn of Port Authorities
#0080 Atlantic Asn of Tourist and Travel Agents
#0117 Atlantic Ocean Steamer Steamship Chf
#0214 Caribbean Hotel Asn
#0215 Caribbean Travel Asn
#0476 East Asia Travel Asn

2. alphabétique des noms en anglais

#2548 Int Soc of Hydatid Diseases
#2552 Int Soc of Lymphology
#2553 Int Soc of Medical Hydrology
#2559 Int Soc of Nephrology
#2560 Int Soc of Obstetrical Psycho-Prophylaxis
#2561 Int Soc of Orthopaedic Surgery and Traumatology
#2566 Int Soc of Radiology

3. alphabétique des noms en français

#0840 Centre régional européen

#2889 Centre régional latinoaméricain
#3645 Centre relations publiques UIC
#3139 Chambre commerce CEE

4. répartition géographique des sièges des organisations

Jordan	Amman
Head office	
#3619 Arab Tourism Union	
Subsidiary office	
#2273 Int Movement Apostolate Children	
Korea (Sud)	Seoul
Head offices	
#3876 Asian Basketball Cnfed	
#3081 Pan Pacific and S E Asia Women's Asn	
#3454 World Anti-Communist League	

5. sigles et abréviations (plus de 4.200 sigles sont

#1321 AICCC courses cyclistes
#1191 AIOSP orientation

#1323 AIP papyrologues
#2336 AIP pédiatrie
#1294 AIPA psych appliquée
#1298 AIPA psycho-aéronautique
#1224 AIPC ports
#1177 AIPC cécité
#1988 AIPR...
repris dans cet index)

6. analytique anglais

#0226 sur les associations de nationalité
#0227 sur les associations germaniques
#3993 avocats en scierie
#1984 expatriations agency
#0299 avocats juristes de l'air
#2899 avocats juristes animal
#2197 avocats juristes latins

7. analytique français

- les groupements d'organisations internationales non gouvernementales
- les statistiques sur le nombre d'organisations internationales et leur répartition géographique
- les noms et adresses des fondations à vocation internationale
- les noms et adresses des instituts, centres et écoles de relations internationales
- les noms et adresses des chercheurs spécialisés dans les relations internationales
- bibliographie des documents sur les réseaux d'associations transnationales ; l'organisation internationale non gouvernementale comme sujet d'étude.

PRIX : FB : 1.500.—. FF : 170.—. FS : 130.—



congressalia

Belgium

Pre- and Post-Convention Tours are becoming ever more popular. They originated in the U.S. and the practice has now spread around the world. Most countries offer tours to be made either before or after conventions. Encouraged by the Official Belgian Tourist Board, Belgium has designed a tour programme which fits in perfectly with the pre- or post-convention formulae. In fact it offers year-round week-ends specially designed for participants in congresses, conventions and conferences.

IMO-WMO Centenary (1873-1973)

In September 1973 the international community celebrated a century of international cooperation in meteorology. Exactly one hundred years earlier (from 2 to 16 September 1873), thirty-two representatives of twenty governments met in the Academy of Sciences in Vienna for the First International Meteorological Congress. This Congress immediately began that scientific work and cooperation in meteorology out of which emerged, first the International Meteorological Organization and later, its direct successor in unbroken line, the World Meteorological Organization.

The IMO-WMO Centenary was celebrated from 4 to 7 September in Vienna (Austria) the city where the First International Meteorological Congress met and from 10 to 12 September in Geneva (Switzerland) where the WMO Headquarters are located.

The purpose of the Conference in Vienna was to review the science of meteorology during the past 100 years and in particular to highlight the important scientific developments and achievements including the introduc-



**IMO-WMO CENTENARY
CENTENAIRE OMI-OMM**

tion of modern techniques. Wherever possible the trends of development in the near future were also indicated. The Conference included topics of interest, not only to meteorologists but also to scientists working in related disciplines.

The purpose of the Conference in Geneva was to highlight the economic and social benefits of meteorology, with particular reference to developing countries.

Vienne

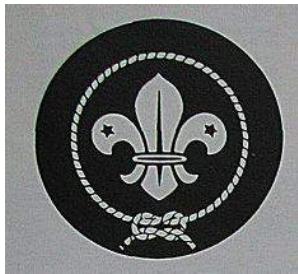
La première pierre du Centre des Nations Unies à Vienne a été posée le 20 avril; dans ce bâtiment se trouveront le Siège de l'AIEA et celui de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). L'ensemble, appelé Centre international de Vienne, est situé sur les rives du Danube et sa construction doit être achevée en 75.

The London delegate guide

Published by the London Convention Bureau is a very helpful pocket sized illustrated guide prepared for London's Conference delegates. Within its 32 pages, one can find information on : London sights, where to eat, map, theatre, nightife, shopping, clothing, emergency services, tips, money, post office services, customs, excise and personal export schemes, underground map etc...

Nairobi

550 délégués et observateurs ont participé du 16 au 21 juillet 1973 à la 24^e Conférence Mondiale du Scoutisme qui s'est déroulée dans le magnifique et tout nouveau centre de Conference Kenyatta à Nairobi, Kenya. De nombreuses améliorations ont été apportées à la Constitution de l'association durant cette conférence, après plusieurs journées d'études et de discussions portant sur les propositions du Comité mondial et des associations scoutes nationales. Les amendements et autres révisions effectués au cours de plus de 50 ans avaient créé une constitution plus ou moins boiteuse dont les termes n'étaient plus actuels. Au chapitre des améliorations importantes, mentionnons que la nouvelle Constitution comporte des statuts séparés. La Conférence a également décidé de supprimer le mot « boy » du texte anglais et de rendre officiels les termes « World Scout Conference », « World Scout Committee » et « World



Scout Bureau * qui étaient déjà utilisés communément. Les dénominations françaises demeurent inchangées. Il est également intéressant de noter qu'à l'occasion de la conférence, une série de 4 timbres commémoratifs a été émise par le service des Postes & Télécommunications des pays de l'Est africain (Kenya, Ouganda, Tanzanie) à l'occasion de la 24e Conférence mondiale du scoutisme.

Edimbourg

Plus de 1.100 délégués et observateurs de 24 pays ont participé du 11 au 18 août à Edimbourg (Ecosse) au 11^{me} Congrès des universités du Commonwealth. Cinq sujets principaux étaient à l'ordre du jour : l'environnement, la culture contemporaine, le budget de l'enseignement supérieur, la coopération entre les universités et la gestion des universités. Suite à la pression de certains pays africains et à une campagne de protestation organisée par les étudiants, les délégués de Rhodesie et d'Afrique du Sud n'ont pas participé à ce congrès. Deux sujets furent choisis pour être discutés en séance plénière : l'environnement et la culture contemporaine. On insista pour que les universités sauvegardent l'art traditionnel,

Echo à verser au dossier des avantages des congrès groupés ...

Cette année, Leaseurope — Fédération Européenne des Associations des Établissements de Crédit-bail — a voulu bénéficier de la présence à Montpellier de nombreux dirigeants de sociétés de crédit-bail assistant au Congrès d'Eurofinas pour organiser une rencontre de ses membres. C'est ainsi que le nombre de dirigeants d'entreprises présentes à Montpellier a dépassé le chiffre atteint les années précédentes. S'étaient inscrits au Congrès d'Eurofinas, 224 participants et 162 invités. A la réunion de Leaseurope, avaient pris part 48 dirigeants dont 24 parti-

cipant également au Congrès d'Eurofinas.

The world population conference

The World Population Conference, to be held in Bucharest, Romania, in August 1974, will be the focal point of World Population Year. The Conference will be the first global inter-governmental conference ever held on population. Its agenda will include :

- (1) Recent population trends and future prospects;
- (2) Relations between population change and economic, and social development;
- (3) Relations between population, resources and environment;
- (4) Population, family and human, well-being;
- (5) World Population Plan of Action. Mr. Antonio Carrillo-Flores is the Secretary-General of the World Population Conference. As part of the preparations, four symposia are being held. These are :



one world for all

(1) Population and Development, Cairo, June 1973; (2) Population and the Family, Honolulu, August 1973; (3) Population, Resources and Environment, Stockholm, September/October 1973; and (4) Population and Human Rights, Amsterdam, January 1974. These symposia will provide an occasion for specialists meeting in their private capacities to consider what may be expected to be the principal questions of the Conference. The Secretary-General of the Conference is also responsible for preparing a draft world population plan of action with the advice of a committee of experts. The contributions of the NGOs to the success of the Conference will be especially important. Many parallel activities to the Conference are planned, including the Population Tribune and events devoted to the concerns of youth. The Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the United Nations Econo-

mic and Social Council has assumed the responsibility for organizing and managing the Tribune which is intended to establish a framework that would give not only the academic community but also those concerned with the moral, philosophical, religious, economic and cultural aspects of population matters, the opportunity of participating in discussions complementary to those held in the Conference itself. Further information on the preparations for the Conference may be obtained from the Secretary-General, World Population Conference, United Nations, New York, N.Y. 10017. Information on plans for NGO activities at the Conference may be obtained from Mrs. Michael Harris, President, Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Status with the United Nations Economic and Social Council, International Social Service, 345 East 46th Street, New York, N.Y. 10017.

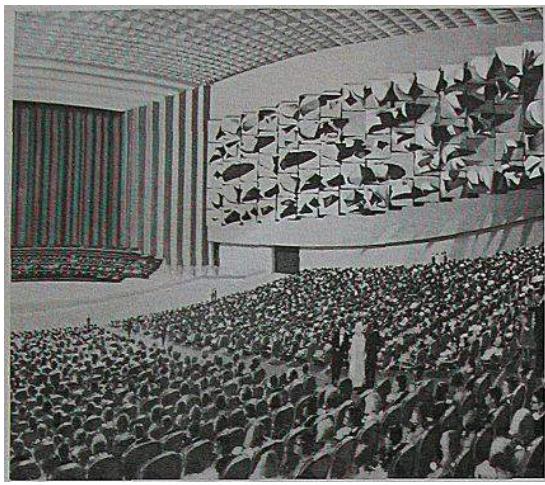
USA

Charles Gillett, executive vice president of the New York Convention and Visitors Bureau, has been elected president of the International Association of Convention Bureaus (IACB). The IACB is composed of leading travel officials from major cities throughout the USA and the world. Mr. Gillett was named president at the organization's annual convention in San Antonio on August 8.

We extend our sincere congratulations to Mr. Gillett and wish him much success in his new appointment.

Le symbole de la 22^e Conférence Internationale de la Croix-Rouge représente le Cylindre sur lequel fut gravé, il y a 2500 ans la proclamation de Cyrus Le Grand, genèse des principes de la Croix-Rouge.





Centre international de Paris

La grande salle de spectacles au cœur du CIP, c'est un vaste amphithéâtre continu d'une surface de 4.000 m² et d'un volume de 50.000 m³ assurant une visibilité parfaite à chacune des 3.700 places. Les parois latérales (œuvre du sculpteur Hadju) et le plafond sont revêtus d'éléments diffusants, augmentant l'homogénéité acoustique de la salle. Sur la scène de 600 m², l'aire réservée à l'orchestre est entourée de réflecteurs verticaux mobiles et télécommandés et surmontée d'un plafond composé de réflecteurs également télécommandés mobiles et escamotables dans le cas d'utilisation de la salle à une autre fin que la musique (congrès, cinémas, spectacles divers). Ces différents réflecteurs sont destinés à équilibrer les différents groupes orchestraux, à distribuer l'énergie sonore et à améliorer l'écoute mutuelle des musiciens.

Cette salle permet toutes les interprétations musicales et, notamment, des œuvres symphoniques avec orgue puisqu'elle est dotée d'un instrument de 105 jeux, unique au monde du fait de la présence de deux consoles, l'une mécanique en fenêtre et l'autre électromécanique mobile.

L'aménagement scénographique est complété par :

- un grill équipé sur toute sa surface de portes de levage électromécanique,
- deux tourelles mobiles permettant de réduire l'ouverture de scène de 39 m à un minimum de 28 m,
- une fosse d'orchestre escamotable susceptible de recevoir 120 musiciens,

- un équipement électro-acoustique permettant, à l'aide de plus de 150 haut-parleurs ou enceintes, la production d'effets sonores variés sur le plateau et dans la salle,
- un éclairage scénique comportant 396 projecteurs gradués, directs ou de poursuite, représentant une puissance installée de 496 KW, commandés depuis un jeu d'orgues électroniques.
- des loges individuelles et collectives, des vestiaires et des foyers pour recevoir environ 300 artistes, en liaison directe par ascenseurs avec la scène,
- une salle de répétition d'une surface équivalente à la surface utile du plateau.

Tel sera le lieu prestigieux où l'Orchestre de Paris donnera ses représentations à partir du printemps 1974, l'ampleur de la salle lui permettant enfin d'accueillir un public plus large et d'entourer certaines de ses manifestations de l'éclat qu'elles méritent.

La Haye

Il y a vingt-cinq ans, exactement le 29 juin 1948, le B.I.R. Bureau International de la Récupération fut fondé par les délégués du négoce de la Récupération de France, du Royaume Uni, des Pays-Bas et de Belgique. Le 14 mai 1973, les drapeaux d'environ 30 nations flottaient au vent devant le Palais des Congrès de La Haye et, en fait, plusieurs autres pays étaient également représentés aux réunions où fut célébré le 25ème anniversaire du B.I.R. Plus de 530 délégués (la plus

nombreuse assistance jamais atteinte au B.I.R.) étaient venus non seulement de tous les pays d'Europe occidentale, mais des Etats-Unis et du Canada, de l'Union Soviétique, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, du Japon, d'Australie, etc...

Rien ne pouvait confirmer plus clairement que le B.I.R. est devenu à présent l'organisation mondiale et le lieu idéal de rencontre de tous les hommes d'affaires concernés par les Industries de la Récupération.

Un séminaire sur les Cultures au sein du Monde Francophone s'est déroulé à Liège du 3 au 7 octobre dernier

Le but de ce séminaire a essayé de réunir les éléments d'une politique de la culture et plus particulièrement des rapports entre cultures au sein d'un ensemble qui est représenté sur tous les continents.

Une analyse de la situation conduit à penser que deux problèmes majeurs se posent : celui de la valorisation des cultures des pays du Tiers-Monde et celui de la diffusion des produits de ces cultures dans les pays d'Occident. En effet, rien n'est plus important que de remédier à une situation de submersion des cultures du Tiers-Monde chez elles, par la culture technique de l'Occident, et au déséquilibre qui veut que si la culture occidentale est présente dans le Tiers-Monde, la culture des pays du Tiers-Monde est fort peu présente en Occident.

Une nouvelle chaîne d'hôtels en France

La chaîne des hôtels Mercure, créée par la Société d'Etudes et de Financement Hôtelier, a pour objet de développer, en priorité sur le territoire français, puis, dans une deuxième phase sur le territoire Européen à une cadence de 1000 à 1500 chambres par an, une chaîne d'hôtels à la périphérie des centres urbains en forte expansion économique, accessibles par les grandes voies de communication routières.

Les Unités MERCURE offrent trois prestations principales : l'hébergement, la restauration, des salles de convention.

Les Chambres sont très complètement équipées et insonorisées;

La Restauration, en plus du bar, offre

diverses formules;

Les Salle de réunion, sont modulables et peuvent recevoir de 24 à 200 personnes. Elles sont aménagées et équipées pour l'utilisation des techniques audio-visuelles les plus avan-

cées (en particulier ; circuit de télévision intérieur).
En bref, la Chaîne des Hôtels MER-CURE, innove au plan du confort technique en de nombreux points.

Survey prepared by UAI's Congres Department

Countries	Location of International Meetings - Top countries and cities - 1970 - 1972		
	1970	1972	Cities
	1970	1972	
France	124	293	Paris 65
United Kingdom	83	265	London 42
USA	121	246	Geneva 88
Switzerland	139	82	Brussels 48
German FR	74	37	Vienna 32
Italy	69	33	Rome 33
Belgium	61	19	Washington 24
Netherlands	62	02	Munich 18
: Austria	43	88	Amsterdam 27
Canada	22	73	Strasbourg 15
Spain	43	60	Tokyo 40
Hungary	13	57	Budapest 11
Israel	.16	55	Buenos Aires 9
Japan	61	54	Helsinki 6
Denmark	31	50	Madrid 14
Australia	24	49	Mexico City 13
Sweden	25	45	New York 34
Finland	8	44	Athens 6
Argentina	7	36	Copenhagen 24
Greece	6	36	Jerusalem 8
Czechoslovakia	23	32	Stockholm 18
Brazil	14	28	The Hague 17
Poland	11	27	Melbourne 4
Yugoslavia	12	25	Zurich 14
Ireland	11	21	Dublin 11
USSR	31	21	Montreal 9
India	6	20	Barcelona 17
Norway	15	19	Liege 11
Portugal	12	16	Prague 21
Mexico	12	15	Bangkok 6
			New Delhi 4
			11

DOLDER GRAND HOTEL ZURICH

Vue magnifique sur la ville, le lac et les Alpes 650 m.s.m.

Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de volute avec le centre de la ville (6 min.)



Réprésentant pour la France et le Bénélux : M CLAUDE L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-99

INTERNATIONAL ASSOCIATION PROFESSIONAL CONGRESS ORGANIZATION

Let's Make a Congress : 4th World Congress of Gastroenterology

The 4th World Congress of Gastroenterology took place in Copenhagen, Denmark, July 12th-18th, 1970, under the presidency of Professor Mogens Andreassen. In the OMGE publication of March, 1969, Mogens Andreassen heralded the congress as a congress of listeners and not of speakers (1), and this was the leading motive of the congress committee during the four years of preparation. It seems therefore a well-chosen occasion to present in this Festschrift to Mogens Andreassen on his 60th birthday a record of the philosophy and execution of the 4th World Congress of Gastroenterology, which in so many respects bore the stamp of Mogens Andreassen.

The international organization behind a world congress makes some basic demands, but in essence the local organizing committee has a free hand to introduce innovations and cancel obsolete procedures. The first activity of the Organizing Committee of the 4th World Congress of Gastroenterology was a general discussion of the means and ends of the looming World Congress. The results of these deliberations were condensed in an editorial in the Journal of the Danish Medical Association (2). In this it was stated, « ... quite a number of medical congresses have reached a critical mammoth size, making one recall the fate of this antediluvian species ». The editorial emphasized that the main flaw was the difficulty of catering to two clearly separated types of participants: the one wanting a comprehensive progress report of the whole field, but often only getting pieces of a jigsaw puzzle, and the other, the investigator wanting to discuss matters with a limited number of co-experts, but only occasionally the chance to do so. It was decided that the Congress should aim at a sharper division between deliberate educational sessions on one hand and a large number of study groups with very special topics on the other.

The editorial further stated that free papers should be censored to ensure good quality and limitation of numbers, and that the host country should endeavour to provide travelling grants for younger doctors from developing countries to even out participation from different geographical areas. The congress centre Initially we had decided to use the joint

facilities of a complex of scientific institutes for the housing of the Congress. However, when we were offered the huge building of a trading centre, we accepted the advantage of bringing all functions of the Congress under one roof. By providing a bus service from the various hotels to the Congress Centre morning and evening, we succeeded in having a large number of participants spending the whole day in the Congress area. Undoubtedly this increased the audiences and provided physical possibilities for the many personal contacts which are important but intangible (unctions of a world congress).

Organization and technique of meetings

It was decided that all sessions should run precisely as scheduled. Among others this was one prerequisite for allowing the participants to change freely from one session to another and to plan a programme for the day composed of papers from different sessions. The schedule was vigorously enforced. If a speaker failed to show up at the appointed time, his paper was cancelled and replaced by a 'Stand-by paper'. Two stand-by papers were available for each session of six free papers. Under no circumstances would a paper be moved from its scheduled position. Actually the number of stand-by papers sufficed and it was not necessary to use intermissions. About 50 per cent of the stand-by papers were read. The adherence to the time schedule was secured by explicit written instructions to all chairmen and to all the Danish vice-chairmen, of whom one was present at each session. The vice-chairmen were briefed every morning before the session started. Throughout the meetings two staff members from the professional congress service bureau were present in each congress room. A member of the Congress Committee paid regular calls in the congress rooms supervising the technical procedures and reporting back to the nerve-centre, the Congress Room Service, by walkie-talkie. A spacious slide desk provided a separate pigeon hole for each paper, clearly marked with lecture number, name of speaker, title of paper, day, and time. All slides had to be submitted at least one hour before the session. This made it possible to transfer the slides to special slide-

HELGE BADEN & PØVL BUS
Surgical Department F, Bispebjerg Hospital and
Medical Department B, Gentofte Hospital,
Copenhagen, Denmark

Baden, Helge & Ris, Povl. Let's Make a Congress - 4th World Congress of Gastroenterology. Scand J Gastroent Suppl. 9, 13-16.

drums and put the slides through a test run. Slides for contributions during the scheduled 5-minute discussions after each paper also had to be submitted at the slide desk. This proved a very wise precaution, in that we completely avoided the participant who 'happened' to have a large number of slides in his pocket, and tried to sneak a full paper in this way.

During discussions multiple floor microphones were in use under the direction of the chairman and the vice-chairman. Short pertinent questions were preferred to long statements, which so often contain a disguised rejected paper. In every lecture room the projector's box was provided with two projectors to meet emergencies.

Types of sessions

Quadrennial **Reviews**
For participants who wanted to bring their clinical knowledge up to date according to present scientific standards, we arranged the Quadrennial Reviews. Eleven top ranking scientists were invited to speak for 45 minutes on predetermined topics. They were encouraged to submit the full manuscript at an early date, and they all did. Obviously these reviews satisfied a latent demand, for they were very well attended. Thirty minutes were allowed for questions from the audience, and this orderly interplay was very rewarding for the listeners.

Symposia

Thirteen symposia dealing with subjects of wide interest were planned. The moderator were chosen by the committee, but the panel was chosen by the moderator through an unorthodox procedure: among the free papers submitted were selected a limited number of the best ones relevant to the symposium in question. These were sent to the moderator who picked the 6-12 papers he considered best and most germane to his symposium. The authors of these papers were then invited to read their papers at the symposium and to participate in the panel discussion.

The conventional symposium often presents 10 or 12 people who have been together on similar symposia again and again, and thus often walk the beaten track. Our way of arranging the symposia brought a new panel onto the rostrum, and new ideas had a chance to emerge.

Free papers

We decided that five parallel sessions of free papers were the upper limit, and allowing each paper ten minutes followed by five minutes discussion, the number of papers that could be admitted was given. Five members of the Organizing Committee each organized a board for the evaluation of papers within an anatomically defined part of gastroenterology. The number of consultants on the boards depended on the number of papers submitted, for instance 40 per cent of all papers belonged to the oesophagus-stomach group, and comparatively few to the small intestine group. The papers were graded by the consultants, further evaluated at a board meeting, and the best ones assigned to 'Free papers'. The number of high-quality papers exceeded the number fixed upon, and some of these papers, together with papers of a slightly lower quality were accepted as 'Stand-by papers'. The evaluation of the papers was eased by the demand that all papers had to be submitted as full manuscript as well as abstract, and this precaution also allowed us to spot at sight those papers that would exceed the 10-minute limit. Of 950 papers submitted 470 were accepted for presentation as free papers (or part of a symposium).

The boards worked conscientiously, but even so, some injustices have probably been committed, and for this we apologize.

Private sessions

We had provided nine lecture rooms of varying size for private sessions, and practically all the time during the Congress they were in active use. The private study groups were not announced in the programme, and except for the fact in Congress provided the rooms and lecturing facilities they were run without interference from the Congress Committee. A couple of these sessions were sponsored by pharmaceutical firms, but the Congress did not get any revenue from this and these sessions did not obtain more facilities than the strictly private sessions.

Films

A cinema was run every day during the Congress, and the films were announced in the programme, but otherwise the Congress Committee considered this part of the Congress outside the scope of its scientific functions and did not in any way try to select the films or limit their numbers.

Publications

The deadline for submission of papers was set at five months before the opening of the Congress. This made it possible to have a comprehensive advance abstract volume ready by the opening date. It was required that the abstracts were typed on special abstract paper supplied by the Congress. Each paper was allowed one full page, including text, illustrations, and references at the authors' discretion. The abstract, in the shape submitted, was then printed by off-set technique. The abstract volume incorporated abstracts from 'Free papers' » and « Stand-by papers », while « Read by title papers were listed in the scientific programme only. The page number in the advance abstract volume matched the lecture number, which again went according to the chronology of the presentation. This short cut to a congress publication was according to our planning. We considered that a proceedings volume prepared after the Congress would have a less than enthusiastic staff of editors and its content would be stale by the time of publication.

The Quadrennial Reviews were published as a 252-page supplement to the *Scandinavian Journal of Gastroenterology* (3) and was available for purchase at the opening of the Congress. The authors had submitted beautiful manuscripts in due time without any promise of reimbursement, and the reviews are outstanding surveys of today's major problems in gastroenterology.

The scientific programme publication was separated from the commercial one, and the editorial staff of the Congress was only responsible for the former. A professional graphic adviser rendered invaluable service by giving all the publications a uniform layout.

Ceremonies and social arrangements

To emphasize the statement that the 4th World Congress of Gastroenterology was a congress of listeners and not of speakers it was decided to reduce the number and length of opening speeches, banquet addresses etc. to a bare minimum, it has been pointed out that it demands almost superhuman restraint on the part of a president and other VIPs to restrict the length of their addresses. The chance to address uninterrupted for 10-20 minutes an international audience numbering well over 3.000 does not present itself often. The experience from the 4th World Congress of Gastroenterology shows that he necessary iron will can be exercised, when it is unanimously decided to take the view of the listener. At the banquet there were only three very short speeches. Comments

We have been told that the Congress was successful. If this is really so it may be attributed to meticulous organization bordering on pedantry, to strict adherence to generally accepted principles for running a congress, as laid down in the CIOMS handbook (1), to the innovations we found necessary to impose upon participants in an international congress, and to the fine

cooperation of our professional advisers and co-workers the DIS Congress Service. We should have liked to have seen more young doctors from developing countries, but we consider the 20 travelling grants offered by the Danish Ministry for Cultural Affairs a promising step in the right direction. We became very much aware of the fact that quite a number of physicians did not attend because they could not obtain traveling grants at home without reading a paper at the Congress. This partly explains why a number of mediocre papers were submitted for evaluation. It is time that financing bodies changed their policy and realized that a passive participant (and his country) may profit as much as the one who happens to have a high-quality paper in readiness at the time of the Congress. The members of the Organizing Committee of this congress several times told each other that this was their first and last assignment in organizing a world congress. Bearing this in mind we thought that the often painful experiences we have gained should not be entirely lost to posterity, and this was our second motivation for what is written above.

D

REFERENCES

1. Council for International Organizations of Medical Sciences : The Planning of International Medical Meetings, Union of International Associations. Publication no 208 Brussels 1967.
2. L'Organisation Mondiale de Gastroenterologie. Bulletin 1969, 12, 8.
3. Quadrennial Reviews, 4th World Congress of Gastroenterology, 1970 (Editors : Povl Røjs, Paul Anthonisen & Helge Baden). Scand J Gastroen., 5, Suppl. 6, 1970.
4. Ugeskr Læg., 130, 1737-17-38, 1968.

**YEARBOOK OF
INTERNATIONAL ORGANIZATIONS**

1973-1974

ANTI-SLAVERY SOCIETY (FOR THE PROTECTION OF HUMAN
RIGHTS)
New address : Col. J.R.P. Montgomery, 60 Weymouth Street,
LONDON WIN 4DX - U.K.

84
ASIAN PACIFIC LEAGUE OF PHYSICAL MEDICINE AND RE-
HABILITATION
New address : MR. P.L. Colville, 28 Collins Street, MELBOURNE
3000-Australia.

124
ASSOCIATION DES INDUSTRIES DES ALIMENTS DIETETIQUES
DE LA CEE
New address : 194 rue de Rivoli, F 75001 PARIS.

135
ASSOCIATION DES DERMATOLOGISTES ET SYPHILIGRAPHES
DE LANGUE FRANÇAISE
New address : Clinique dermatologique, Hôpital Saint-Denis,
place du Dr. Fournier F 75010 PARIS.

136
ASSOCIATION DES GROUPES D'EDUCATION NOUVELLE DE
LANGUE FRANÇAISE
New Address : Mme Dubreucq, Ecole Decroly, 45 Drève des
Gendarmes, 1180 BRUXELLES.

137
ASSOCIATION DES DIABETOLOGUES DE LANGUE FRANÇAISE
New address : 8 rue Anatole de la Forge, F 75017 PARIS.

175
ASSOCIATION ATLANTIQUE DE JEUNES DIRIGEANTS POLI-
TIQUES
New address : Mr. M. L. EMRINGER, 252 Avenue G. Didierich,
LUXEMBURG, Grand Duché.

260
CHARLES DARWIN FOUNDATION FOR THE GALAPAGOS ISLES
New address : Gt Corley Smith Greensted Hall, ONGAR - Essex
-U.K.

285
COMMISSION ON HIGHER EDUCATION IN BIOLOGY
New address : Prof. Sladecek - Karlova Univ., Vincina 7, PRAGUE
-Tchécoslovaquie.

299
COMMISSION COMMUNE DES OUVRIERS DU BATIMENT ET
DU BOIS DANS LA C.E.E.
New address : 26/28 rue Haute, 1000 BRUXELLES.

306
COMITE DES ASSOCIATIONS D'ARMATEURS DES COMMU-
NAUTES EUROPEENNES
New Address : Mr. A. Comhaire, 5 rue Joseph II, 1040 BRUXEL-
LES.

412
COMMISSION CONSULTATIVE DES BARREAUX DES PAYS

DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
New address : Mr. J. Thys, 356 avenue S. Légers, 1200
BRUXELLES.

466
COMITE DE LIAISON DES PRATICIENS DE L'ART DENTAIRE
DES PAYS DE LA CEE
New address : Mr. J.P. Blanchet, 22 avenue de Villiers, F 75017
PARIS.

493
EEC COMMITTEE OF FORESTRY NURSERYMEN
New address : Burgweg 27, D 876 MILTENBERG MAIN.

562
EUROPEAN ASSOCIATION OF BRANDED GOODS INDUSTRIES
New address : Prés. J. Bartels, Stichting net Merkartikel, Donings-
laan 44 AMSTERDAM - Netherlands.

571
EUROPEAN ASSOCIATION OF MUSIC CONSERVATORIES,
ACADEMIES AND HIGH SCHOOLS
New address : Mr. C. Viala, Conserv. de Musique de Genève,
Place Neuve, 1204 GENEVE.

609
CENTRE D'ACTION EUROPEENNE FEDERALISTE
New address : Mrs. C. Chizzola, 14 rue Duquesnoy, 1000 BRUXEL-
LES.

628
COMITE EUROPEEN DU BETON
New Address : 6 rue Lauriston, F 75116 PARIS.

637
EUROPEAN COMMITTEE FOR TRADE IN STARCH PRODUCTS
AND DERIVATIVES
New address : Corso Venezia 47/49, 20121 MILANO.

653
COMITE EUROPEEN DES FABRICANTS DE SUCRE
New address : 45 avenue Montaigne, F 75008 PARIS.

727
EUROPEAN FEDERATION OF CONFERENCE TOWNS
New address : Mr. M.P.E. Van Kats, Netherlands Congress
Centre, 10 Churchillplein THE HAGUE - Netherlands.

795
EUROPEAN LEAGUE AGAINST RHEUMATISM
New address : Dr. Dixon, Uplands, North Road, BATH BA2 6HD -
U.K.

813
EUROPEAN MOTEL FEDERATION
New address : Mr. A. Adelaars, Woudenbergseweg 44. MAARS-
BERGEN - Netherlands.

829
EUROPEAN ORTHODONTIC SOCIETY
New Address : 64 Wimpole street, LONDON W1M 8AL - U.K.

AUTRICHE

kongresshaus innsbruck



LE PLUS GRAND ET PLUS
MODERNE CENTRE DE CONGRES
D'AUTRICHE

INAUGURATION

le 21 OCTOBRE 1973
10 HEURES

GRANDE SALLE Salle à fonctions multiples, capacité d'accueil de 1.500 personnes, 1.800 personnes en supprimant la scène amovible.

HALL DE LA DOGANA Hall à fonctions multiples, capacité d'accueil de 1.300 personnes.

PETITE SALLE Capacité d'accueil de 250 personnes, cloisons amovibles permettant d'en faire trois pièces.

SALLE DE CONFERENCE De diverses grandeurs et d'une capacité de 30 à 120 personnes.

installations complètes pour la radio et la télévision (couleurs)
installations pour la traduction simultanée en six langues
appareils de projection ciné et dias télex
parlophone pour le service intérieur
grand restaurant
divers bureaux pour congrès
parking et garage souterrain

kongresshaus-betriebsges. m.b.h.
A-6020 Innsbruck - rennweg 3-5
tel. 0 52 22 32721 - 29426 telex 05-3138

843
EUROPEAN RHINOLOGIC SOCIETY
New address: Dr. Langraal-Fabre, Talstrasse 41, CH - 8001 ZURICH.

903
UNION EUROPEENNE DES JEUNES DEMOCRATES-CHRETIENS
New address: Mr. A. de Brouwer, c/o PSC, 41 rue des Deux Eglises, 1040 BRUXELLES.

988
GENERAL ASSEMBLY OF INTERNATIONAL SPORTS FEDERATIONS
New address: Mr. O. State, 4 Godfrey avenue, TWICKENHAM - U.K.

1031
INSTITUTE OF INTERNAL AUDITORS
New address: Suite 104, 5500 Diplomat Circle, ORLANDO - Florida 32810 - USA.

1161
INTERNATIONAL AMATEUR SWIMMING FEDERATION
New address: Dr. Hauch, 508 Waterloo street, LONDON - Ontario N6B 2P7 - Canada.

1191
INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR EDUCATIONAL AND VOCATIONAL GUIDANCE
New address: Mr. J. Schiltz, 259 Route d'Arlon, STRASSEN - Luxembourg.

1197
INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR MASS COMMUNICATION RESEARCH
New address: Prof. Dusiska, Fakultat fur Journalistik, Tieckstrasse 2 DDR - 703 LEIPZIG.

1252
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF APPLIED LINGUISTICS
New address: Dr. Nickel, Hallschlag 151, D 7 STUTTGART.

1278
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF ENGINEERING GEOLOGY
New address: Dr. Wotters, De-Greif Str. 195, Postfach 1080, D 415 KREFELD I.

1356
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE THALASSOTHERAPIE
New address: Dr. A. Cornet, 42 rue de Sèvres, F 75340 PARIS Cedex 07.

1411
INTERNATIONAL BUILDING CLASSIFICATION COMMITTEE
New address: CIS Secretariat, Postbus 259, Weena 700, ROTTERDAM - Netherlands.

1450
INTERNATIONAL CATHOLIC ASSOCIATION FOR RADIO AND TELEVISION
New address: St. Gabriels House, Oakleigh Road, HATCH END, MIDDLESEX - U.K.

1532
COMMISSION INTERNATIONALE DES CONGRES EUROPEENS DE MYCOLOGIE
New address: Mr. Romagnesi, 36 rue G. Saint-Hilaire, F 75005 PARIS.

1581
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR HISTOCHEMISTRY AND CYTOCHEMISTRY
New address: Mr. Van Duijn, Dept of Pathology, Wassenaarseweg 62 - LEIDEN-Netherlands.

INTERNATIONAL COMMITTEE ON HIGH-SPEED PHOTOGRAPHY
New address : Mr. R.J. North, Aerodynamics Dept, Royal aircraft est, FARNBOROUGH-Hampshire - U.K.

COMITE INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PHILOSO-

PHIQU

E

New address : Mr. J. Lefranc, I rue des Petits Carreaux, F 75002 PARIS.

1664

CONFEDERATION INTERNATIONALE DES CADRES

New address : Via Nazionale 73, I - 00100 ROME.

CONSEIL INTERNATIONAL DES UNIONS SCIENTIFIQUES

New address (Erratum in 1st supplément) : 51 Bd de Montmorency - F 75016 PARIS.

1773

INTERNATIONAL CREMATION FEDERATION

New address : Dr. Ozmc, Ungargasse 41, A 1030 VIENNE.

1872

INTERNATIONAL FEDERATION OF BUSINESS AND PROFESSIONAL WOMEN

New address : 54 Bloomsbury Street, LONDON WC1B 3QU-U.K.

1890

INTERNATIONAL FEDERATION OF CLINICAL CHEMISTRY

New address : Dr. Fei, Lab. Central de Chimie, Clinique, CH - 1011 LAUSANNE.

2020

INTERNATIONAL FEDERATION OF SURVEYORS

New address : Mr. WM B Overstreet, P.O. Box 1503, SILVER SPRING, Maryland 20902 - USA.

2067

CONGRES INTERNATIONAL DE MEDECINE LEGALE ET DE MEDECINE SOCIALE DE LANGUE FRANCAISE

New address : Dr. Brahy, serv.médecine légale, I rue des Bonnes Villes, 4000 Liège Belgique.

2240

INTERNATIONAL PUPPETEERS UNION

New address: Dr. Jurkowski, 5/11 rue Krucza, Apt.49, 00548 Warsaw - Poland.

2316

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR L'AVANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE AUX HAUTES PRESSIONS

New address : Mr. B. Oksengorn, CNRS. I place A, Briand, F- 92190 Meudon-Bellevue.

2332

INTERNATIONAL ORNITHOLOGICAL CONGRESS

New address : Dr. Fritz, P.O. Box 84, Lyneham ATC Australia.

2520

INTERNATIONAL SOCIETY FOR THE STUDY OF INFECTIOUS AND PARASITIC DISEASES

New address: Prof. De Mattia, Ospedale Aladèi di Savoia, Corso Svizzera 164 I - 10149 Turin.

2684

INTERNATIONAL UNION OF ALPINE ASSOCIATIONS

New address : 29 rue des Délices, CH - 1211 GENEVE I.

2687

INTERNATIONAL UNION OF ANTHROPOLOGICAL AND ETHNOLOGICAL SCIENCES

New address : Prof. Karder, Freie University Berlin, Inst für Ethnologie, Thielallee 43, B - I BERLIN 33.

NICE
CAPITALE DE LA COTE D'AZUR



*Le Palais des Expositions
Convention du Rotary International*

Centre Mondial des Congrès
Carrefour Commercial et Ville Universitaire
desservie par un aéroport international

NICE vous offre :

- la douceur de son climat,
- le luxe et le confort de ses hôtels (300 hôtels - 10.000 chambres),
- ses Fêtes de réputation mondiale,
- son Palais des Expositions
- ses nombreuses salles de Congrès parfaitement équipées pouvant recevoir de 45 à 25.000 délégués pour assurer le succès de vos Conventions, Colloques, Séminaires, Symposiums, Réunions d'affaire ou de Recyclage.

... ET SON SOLEIL !

Pour tous renseignements :

Office de Tourisme - Syndicat d'Initiative
32, rue Hôtel-des-Postes, Nice
Tél. 85.25.25
Télex : Accueil Nice 46.042

A NICE
*la saison commence en décembre
et finit en novembre*

2700
INTERNATIONAL UNION OF BUILDING CENTRES
New Address : Bldg Centre, 26 Store street, London WCIE 7BT
U.K.

2726
INTERNATIONAL UNION OF PSYCHOLOGICAL SCIENCES
New address: Prof. W. Holtzman, The Hogg Foundation, University of Texas, AUSTIN - Texas 78712 - USA.

2766
INTERNATIONAL UNION FOR PURE AND APPLIED BIOPHYSICS
New address : Dr. Kegnes, Institute of Animal Physiology, Babraham Hall, Cambridge - U.K.

2771
UNION INTERNATIONALE DES SERVICES MEDICAUX DES CHEMINS DE FER
New address : 185 rue de France, 1070 Bruxelles - Belgique.

2827
INTERNATIONAL YOUTH FEDERATION FOR ENVIRONMENTAL STUDIES AND CONSERVATION
New address : Mr. G. Walter, Radegunderstr. 6, 8045 Graz, Autriche.

2862
LATIN-AMERICAN ASSOCIATION OF SOCIETIES OF NUCLEAR BIOLOGY AND MEDICINE
New address: Dr. Claude, Casilla 1107, Sue. 35, Santiago de Chile, Chile.

2949
MEDITERRANEAN ASSOCIATION OF PSYCHIATRY
New address : Prof. Vella, Viale dell'Univ. 30, 00185 Roma, Italy.

2988
NORDIC FEDERATION OF FOREST OWNERS' ASSOCIATIONS
New address : Mr. I. Aavatsmark, Norges Skogteriforbund, Stortingsgr. 30, Oslo-Norway.

2994
NORDIC POSTAL UNION
New address : Postal & Telecommunications office, P.O. Box 270, Reykjavik, Islande.

3008
NORTH WEST EUROPEAN MICROBIOLOGICAL GROUP
New address: Dr. D Jea Bulder, Lab. Microbiology, Hesselink van Suchtelenweg 4, Wageningen, Holland.

3117
PERMANENT INTERNATIONAL BUREAU OF TYRE DEALERS AND RETREADERS ASSOCIATIONS
New address : Marienburgstr. 30, D - 5 Köln 51.

3037
ORGANIZATION OF THE COOPERATIVES OF AMERICA
New address : Apartado Aereo 2738, LIMA - Peru.

3169
ST. JOAN'S INTERNATIONAL ALLIANCE
New address: c/o Miss J. Harroy, 48 chemin des Coudriers, CH 1211 GENEVE 26.

3173
GROUPEMENT DES FABRICANTS D'APPAREILS SANITAIRES EN CERAMIQUE DE LA CEE
New address : 2 via Privata Crescenzo, 20133 Milan - Italy.

3186
SCANDINAVIAN DENTAL ASSOCIATION
New address : Mr. Crone, Danish Dental Association, 14 Oslo

INTERNATIONAL CONVENTION
BUREAU Belgium s. a.
Bruxelles et Liège

Liste des Congrès organisés avec la collaboration d'ICB en 1973

● **Avril**
Congrès de la Fédération Royale des Notaires de Belgique.
2 au 6 avril - Palais des Congrès, Bruxelles.
M. notaire Notaris.

Congrès International : Les Loisirs dans la Société Industrielle -
5 au 7 avril - Palais des Congrès, Bruxelles.
Fondation Van Cleé.

● **Mai**
2e Congrès de l'Association européenne des gaz de Pétrole liquéfiés.
3 - 5 mai - La Royale Belge, Bruxelles.
Monsieur J.M. Van Hool - Président.

Congrès de l'Union des Conseils en brevets européens.
3-5 mai - Bruxelles.
Monsieur Bede - Président.

Meeting of the British Division of International Pathology.
11 - 12 mai - Gand.
Professeur Roels - Président.

Inauguration de la 2e Tour du World Trade Center.
15 mai - Bruxelles.
C.D.P.

Les ultrasons en ophtalmologie.
30 mai - 2 juin - Akademisch Ziekenhuis - Gand
Professeur François - Président.

● **Juillet**
8e Congrès int. du Diabète.
15 au 20 juillet - Université Libre de Bruxelles
Professeur Bastenie - Président

● **Août**
3e Congrès Médical de Droit Médical
19 - 23 août - Gand
Professeur Dierkens

● **Septembre**
Congrès Mondial des Organismes familiaux.
3 - 6 septembre - Palais des Congrès - Liège.
Ligue des Familles : Secrétaire Général Adjoint : J. Zwick.

● **Novembre**
Congrès de l'Union des Villes et Communes Belges
9-10 novembre - Maison de la Culture - Namur.

15, Boulevard de l'Empereur - 1000 Bruxelles
Tél. : 11.62.84.48 — Adresse télégraphique INCONBEL

3367
ASSOCIATION DES GROUPEMENTS DU NEGOCE INTERIEUR
DU BOIS ET DES PRODUITS DERIVES DANS LES PAYS DE LA
CEE
New address : Mr. R. Barbier, 8 rue du Colonel Moll, F-75017
Paris.

3507
WORLD EDUCATION FELLOWSHIP
New address : Mrs. Crommelon, 33 Kinnaird avenue, London
W4 3SH - U.K.

3525
WORLD FEDERATION OF INVESTMENT CLUBS
New address : Dr. Hill, Brehmplatz 2, D-4 Dusseldorf.

3629
SOCIETE INTERNATIONALE DES ANALYSTES D'IMAGE AUTOMATIQUE
New address : Dr. Jesse, Avenue Wendt 22, CH 1203 Genève.

3934
INSTITUTE OF WESTERN EUROPEAN PRODUCERS OF IRON
ALLOYS
New address : Middelhusgt 27, P.O. Box 5430, Oslo 3 - Norway.

3957
INTERNATIONAL ESPERANTIST CHESS LEAGUE
New address : Mr. J. Jablonski, Ul Lukowa 13, 87 100 Torun -
Poland.

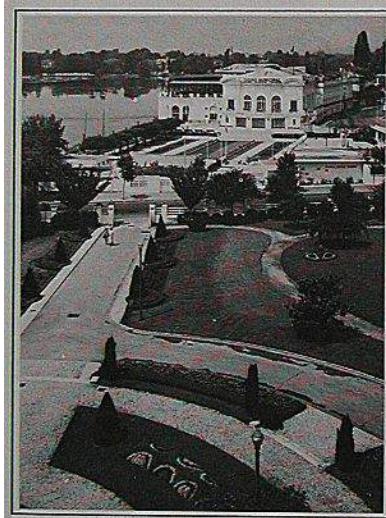
3974
INTERNATIONAL SOCIETY OF PEDIATRIC ONCOLOGY
New address : Dr. Voute, Netherlands Cancer Institute, Sarphatistraat 108, Amsterdam - Netherlands.

3996
EX-VOLUNTEERS INTERNATIONAL
New address : Mr. D. Bol, Bloemgracht 178, Amsterdam - Netherlands.

4007
INSTITUTION OF ENVIRONMENTAL SCIENCES
New address : 14 Princes Gate, Hyde Park, London SW7 1PY -
U.K.

LAST MINUTE
917
EXPERIMENT IN INTERNATIONAL LIVING
New address : Dr. De Stefano, via del Cavallino 8, I - 14100 ASTI.

937
FEDERATION OF EUROPEAN CONNECTIVE TISSUE CLUBS
New address : Dr. Rantanen, Dept of Medical Chemistry, University of Turku SF 20520 TURKU 52 - Finland.



à 11 km de Paris

enGHien

Séminaire - Séjour

(40 pers. maxima)

Hôtel - Restaurant - Parc

Piscine de plein air

Salle de conférence - Garage

Réception journalière

(400 pers. maxima)

Déjeuner- Dîner - Cocktail

Théâtre pour conférence - Parking

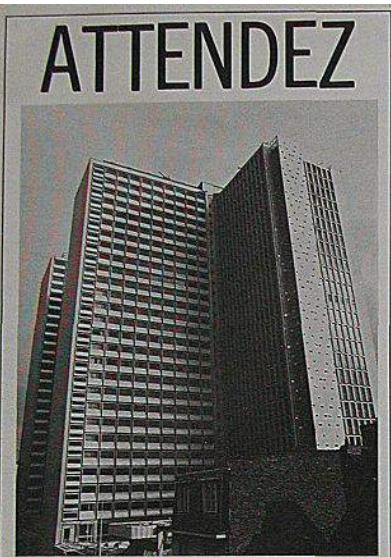
Du 28 Mars au 31 Décembre

Tél. : 964.08.60

New International Meetings Announced

This calendar is a monthly supplement to information listed
in the Annual International Congress Calendar.

1973 Nov 8-9	Berlin (West)	1974 Jan 7-11	Swansea (UK)
	(YB n° 296)		Int symposium on Unite elements methods In How problems c/o Unesco, Place de Fontenoy, 75 Paris 7e, France.
rue Montoyer 24, 1040 Brussels, Belgium.			
1973 Nov 10-13	Taipei (Rep China)	1974 Jan 8-11	Badgastein (Austria)
Organisation for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement Int. Asia and Pacific regional emergency conference on food and agriculture. (YB n° 3024)		11th Int conference on -Radioactive isotopes in clinical medicine and re- search	
2F Omi Bldg, 34 Sankō-cho, Shinjuku-Xu, Tokyo, Japan.			Prof Dr R Hufer, Dir., Centre de Médecine Nucléaire, 26 Clinique Médicale Universitaire, A-1090 Vienna, Gamsongasse 13, Austria.
1973 Nov 12-14	Mexico (Mexico)	1974 Jan 11-13	Oberstdorf (Germany, Fed Rep)
Inter-American Association of Industrial Property. Seminar: Patents. Ira- countries. P: 50. (YB n° 1048)		Deutscher Alpenverein, München. Kongress : Auslandsfahrtene-Teilnehmer- Treffen. P: 500.	
Montevideo 1972, 1st floor, Capital Federal, Argentine.			Herren Geiger, Kurldiktator, Kurverwaltung Oberstdorf, D-898 Oberstdorf.
1973 Nov. 12-14	Washington (DC, USA)	1974 Jan 12-15	Vienna (Austria)
arche, P: 50. Mr James Joseph, c/o Scripps Institution of Oceanogra. La Jolla, Cal. 92037, USA.		Int Falcon Movement- Socialist Educational Int. Study Group I - Experience and proposals aiming at integrating children of migrant workers into out-of- school activities. P : 20.C : 10. (YB n° 1821)	
			IFM-SEI, A-1011 Vienna, Austria.
1973 Nov 16	Brussels (Belgium)	1974 Jan 14-18	Cairo (UAR)
Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la C.E.E. 34e assemblée plénière. Mr Walter Buchholz, avenue de Tervueren 15, 1040 Brussels, Belgium.		Int Federation of Cotton and Allied Textile Industries. General assembly : review of world fibre situation. P : 250. C : 25. (YB n° 1898)	
1973 Nov 18	New York (USA)	1974 Jan 14-19	Berlin (West)
Society of Philatelists. Fall meeting : Philately's place in education. P : 75/90. Gustav Deljen, Jr. Clinton Corners, N.Y. 12514, USA.		International Fernsehfilm-Wettbewerb. Deutsche Verkehrswacht e.V., 53 Bonn-Beuel, Platanenweg 39, Germany, Fed Rep.	
1973 Nov 23	Brussels (Belgium)	1974 Jan 14-23	Geneva (Switzerland)
European Carton Makers Association. Meeting. (YB n° 603) de Heer A E Jaarsma, Raamweg 13, The Hague, Netherlands.		policy in Europe. CH-1211 Geneva 22, Switzerland.	(YB n° 2183)
1973 Nov 25-30	Merida (Yucatan, Mexico)	1974 Jan 14-25	Melbourne (Australia)
Latin American Society of Pathology. Congress P : 500. Dr Hector Marquez-Monter, Apdo. Postal 68526, Mexico 12, D.F. Mexico.		Int Association of Meteorology and Atmospheric Physics/ Int Association of the Physical Sciences of the Ocean. Congress : Air-Sea interaction for joint sessions of the two associations and sessions on meteorology for IAMAP and on the physical oceanography for IAPSO. (YB n° 1312/1225)	
1973 Dec 6-7	Brussels (Belgium)	1974 Jan 14-25	Melbourne (Australia)
Int Equestrian Federation. Meeting. Chevalier H de Mente de Horne, avenue Hamoir 38, 1180 Brussels, Belgium.		Int Association of Meteorology and Atmospheric Physics General assembly. P : 350. Australian Academy of Science, c/o Dr. G.B. Tucker, Commonwealth Meteorology Research Center, G P O Box 5089 AA, Melbourne, Victoria 3001, Australia.	(YB n° 1312)
1973 Dec 27-29	Chicago (Ill., USA)	1974 Jan 15-17	Budapest (Hungary)
Modern Language Association of America. Annual convention. P: 10000- 12000. C: 8-10. ex. (YB n° 3850) Executive Secretary, William D. Schaefer, 62 Fifth Avenue, New York, N.Y. 10011, USA.		Int Association for Hydraulic Research/Permanent Int Association of Navigation Congresses. Int symposium on river and ice. (YB n° 1193/3111)	
1974 Jan 4-8	Varamasi (India)	1974 Jan 15-17	
Int Peace Research Association. Biennial conference. (YB n° 2341) Asbjørn Eide. Int Peace Research Institute, Oslo. P O Box 5052, Oslo 3. Norway.		Prof H J Schoemaker, Raam 61, PO Box 17, Delft, Netherlands.	
1974 Jan 6-11	Manila (Philippines)	1974 Jan 16-18	New York (USA)
Medical Women's Int Association. Regional conference on family planning for Asian women physicians. Weihngasse 10-12, A-1010 Vienna, Austria.		SOCCO, P O Box 269, San Pedro, Cal 90733, USA.	
1974 Jan (early)	London (UK)	1974 Jan 17-18	Geneva (Switzerland)
Modern Humanistics Research Association. Annual meeting. (YB n° 3851) Dr D A Wells, Bedford College, London NW1, UK.		Int Council of Voluntary Agencies. Population Group. Enlarged meeting for world population year exchange of INGO activities. (YB n° 1762)	
1974 Jan (1st week)	Cairo (Egypt)	1974 Jan 20-25	Caracas (Venezuela)
Arab Labour Office. The governing body. Session : The 7th session of the follow up Committee - The follow-up of the general conferences decisions. P : 8. C : 8. (YB n° 63)		Int Hospital Federation. 4th Regional conference. IHF, 24 Nutford Place, London WIH 6AN, UK.	(YB n° 2109)
1974 Jan 7-8	Brighton (UK)	1974 Jan 21-23	New Orleans (La., USA)
The Materials Testing, Optical and Quantum Electronics Groups of the Insti- tute of Physics. Joint conference		Meeting on integrated Optics. Optical Society of America, 2100 Pennsylvania Ave., NW., Washington, D.C. 20037, USA.	
feelings Officer, The Institute of Physics, London SW1X 8OX, UK.		1974 Jan 21-24	Capo Town (South Africa)
			Int Union or Credit Insurer. (Berne). Credit Guarantee Insurance Corpo-



**NE VOUS DECIDEZ PAS
AVANT DE NOUS AVOIR APPELE AU**

19.36.70

HOTEL

LENDI

**460 CHAMBRES
3 RESTAURANTS
2 BARS
2 SALLES DE CONGRES
EQUIPEES POUR LA
TRADUCTION SIMULTANEE
CAPACITE 15-400 PERS.**

UN HOTEL SUISSE

A

**BRUXELLES
MANHATTAN CENTER**

TEL. 19.36.70

TELEX 25.919

talian of Africa Ltd. Genorot meeting (closed meeting); Export credit insurance. P.: 75.C : 24. (YB n° 2707)
31, rue de Bassano, Paris Be franco.

1974 Jan 21-29 Amsterdam (Netherlands)
United Nations. Symposium on population and human rights. (YB n° 3375)
UN Fund for Population Activities, 485 Lexington Avenue, New York, NY
10017, USA.

1974 Jan 21-26 Berlin (West)
VIII. International Agrifilm-Wettbewerb.
Hausministeriat Dr. Röhrich Vorsitzender des leitenden Ausschusses des
VIII. Int. Agrifilmwettbewerbs, D-1 Berlin 15, Rundesallee 216.

1974 Jan 21 - Feb 1 Montreal (Canada)
Int Civil Aviation Organization, Committee Phase. 81st session. (YB n° 1505)
ICAO, Int Aviation Building, 1080 University Street, Montreal 101, P.Q. Canada.

1974 Jan 22-24 Montreal (Canada)
Int Federation of Surgical Colleges /Royal College of Physicians and Surgeons of Canada, Annual meeting. (YB n° 2019)
c/o Royal College of Surgeons, Lincoln's Inn Fields, London WC2 3PN, UK.

1974 Jan 23-25 Bangkok (Thailand)
Int Association for Bridge and Structural Engineering/American Society of Civil Engineers/Asian Institute of Technology. Regional conference on tall buildings.
Regional Conference on Tall Buildings, Asian Institute of Technology, PO Box 2754, Bangkok, Thailand.

1974 Jan 24 Manchester (UK)
The Institute of Physics, Solid State Physics Sub-Committee, 11th annual solid state physics conference.
Meetings Office, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1
8BX, UK.

1974 Jan 27 - Feb 1 New York (N.Y., USA)
The Institute of Electrical and Electronic Engineers, Inc. Winter power meeting.
P : 2000.
Mr. Julius Deese, General Chairman, 1030 Country Club Road, Somerville, New Jersey 08876, USA.

1974 Jan 26-30 Copenhagen (Denmark)
Int congress of chemical engineering.
KEMTEK 3, Int. c/o Bella Centret AS, Hvidkildevej 64, 2400 Copenhagen,
Denmark.

1974 Jan 28-30 San Francisco (Cal., USA)
American Vacuum Soc. Conference on structure property relationships in thick film and bulk coatings.
Mr. R.F. Burnside, 6532 Boelter Hall, Univ. of California Los Angeles, Calif.
90024, USA.

1974 Jan 28-Feb 1 Chandigarh (India)
5th Asian and Oceanian endocrinological congress.
Dr G K Rastogi, Endocrinol sec., Postgraduate Institute of Medical Education and Research, Chandigarh 11, India.

1974 Jan 28-Feb 2 Brussels (Belgium)
Chevalier G Annez de Taboada, rue Washington 40, 1050 Brussels, Belgium.

1974 Jan 28-Feb 1 Geneva (Switzerland)
UN. Economic Commission (or Europe, Comité des transports intérieurs.
(YB n° 3375)
Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland.

1974 Jan 29-30 Amsterdam (Netherlands)
INCA-FIEJ Research Association (Int Research Association for Newspaper Technology). Symposium : Focus on the mailroom. P : 120. C : 12.
(YB n° 2282)
61 Darmstadt, Washingtonplatz 1, West Germany.

1974 Jan 29-31 Los Angeles (Cal., USA)
Reliability and maintainability symposium. P : 550.
S H Simm, Beckman Instruments, Inc., 2200 Wright Avenue, Richmond, Cal
94804, USA.

1974 Jan 30-Feb 1 Winnipeg (Canada)
Western Retail Lumbermen's Association. Convention. P : 150.
J Wright, Exec Director, 1000-228 Notre Dame Avenue, Winnipeg, Manitoba
R3B INT, Canada.

1974 Jan 30-Feb 2 Amsterdam (Netherlands)
European Society for Opinion and Marketing Research. Forecasting in Marketing.
(YB n° 853)
Raadhuisstraat 15, Amsterdam, Netherlands.

1974 Jan 31-Feb 8 Davos (Switzerland)
European Management Forum, 19 Chemin des Hauts Crêts, CH-1223 Cologny/
Geneva, Switzerland.

1974 Jan Christchurch (New Zealand)
British Commonwealth Weightlifting Federation. Congress.
Wally Holland, 3 Ifley Turn, Oxford, UK.

1974 Jan Colombo (Sri Lanka)
Colombo Plan Council for Technical Co-operation in South and South-East
recommendations of consultative Cttee. P : 40-60.
Colombo Plan Bureau, 12 Melbourne Avenue, Colombo 4, Sri Lanka.

1974 Jan Manchester (UK)
University Association for Contemporary European Studies, Annual conference
Mrs Helen Wallace, c/o Department of Government, University of Manchester,
Manchester M13 9PI, UK.

1974 Jan New Delhi (India)
Int Association for Hydraulic Research/Unesco. Symposium pour l'éducation
développement des ressources en eau.
Prof Ir H J Schoemaker, Raam 61, PO Box 177, Delft, Netherlands.

1974 Jan New Delhi (India)
World Association of World Federalists. Congress.
Andrew ft D Clarke, S3 Sparks Street, Ottawa, Ontario K1P 5A6, Canada.

1974 Jan Paris (France)
Int Union for Child Welfare. Seminar on early prevention of socio-cultural mental retardation.
1 rue de Varembe, CH-1211 Geneva 20, Switzerland.

1974 Jan Paris (France)
Télécongrès, 10 rue Frédéric Sauton, 75 Paris 5e, France.

1974 Jan Punta del Este (Uruguay)
Consulera Centroamericana. II Caribbean, Central and South American marketing congress.
Ing Alfonso Gonzales-Dauison, Apartado 1178, Guatemala, Guatemala.

1974 Jan Tel Aviv (Israel)
KENES, 30 Dizengoff Street, Tel Aviv, Israel.

1974 Jan (unknown)
Agency for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America. Working
Avenida Morelos 110, Desp. 506, Mexico, GDF-Mexico.

1974 Jan (tent) Addis Ababa (Ethiopia)
UN. Economic Commission for Africa. 2nd session of the conference of African cartographers.
ECA, P O Box 3001. Addis Ababa, Ethiopia.

1974 Jan or Feb Manila (Philippines)
Colombo Plan Council for Technical Co-operation in South and South-East Asia, Colombo Plant Bureau/Government of Philippines. Country workshop : Vocational guidance. P 25. (YB n° 231)

1974 early Singapore (Singapore)
Association of Southeast Asian Institutions of Higher Learning. Seminar on teaching techniques of English and regional languages. C 7. (YB n° 164)

1974 Jan Tripoli (Lybia)
Pan African Youth Movement. 4th conference. P: 300. C 50.
Secrétaire Général, BP. 72 Plateau Saülère, Alger, Algeria.

1974 first quartet Montreal (Canada)
Int Civil Aviation Organization, Legal Subcommittee. Meeting. (YB n° 1505)
ICAO. Int Aviation Building. 1080 University Street, Montreal 101. P.O. Canada.

1974 (1st quart) Prague (Czechoslovakia)
Int Union for Conservation of Nature and Natural Resources. Int seminar on
110 Morges, Switzerland.

1974 (1st hall) La Motte (France)
Int Association of Scientific Experts in Tourism. Congress : Long term and short term in tourism. P: 150. C: 20.
P.O. Box 2597, 3001 Berne, Switzerland.

1974 (1st half-2 weeks) Nairobi (Kenya)
FAO. African regional seminar on population problems as related to food and agricultural development. (YB n° 971)
FAO, Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.

1974 (first half) Venice (Italy)
Int Laundry Association. 6th world supply congress. P: 300. (YB n° 2188)
22 Lancaster Gate, London V2, UK.

1974 (1st half) Zagreb (Yugoslavia)
Yugoslav Union of Welding Societies. Beograd/Welding Society of Croatia. Zagreb/Zagreb Fair. Int welding symposium. P: 200.
Ing K Ljubic, T P K Zinjak, Zagreb, Yugoslavia.

CE
communications européennes

traductions interprétations télex

Communications européennes permet au plus brillant organisateur d'aller jusqu'au bout de ses compétences

Communications Européennes a regroupé les équipes de spécialistes les plus compétents dans les différents branches des activités d'échanges, de relations, et de compréhension entre les hommes dans le monde des affaires et du tourisme.
Nos trois départements sont prêts à intervenir à votre premier appel :

Interprétations et traductions :
Interprétations consécutives et simultanées — Sténotypistes de conférences — service télex — Service Secrétariat multilingue — Impression — Editions — Diffusion — Brochures et Textes.

Organisation de conférences.
Préparation pratique de Colloques — Symposiums — Séminaires — Journées de formation — Réunions Professionnelles nationales et internationales avec organisation partielle ou complète de vos rencontres avec vos clients, confrères, fournisseurs.

Préparation de déplacements et de voyages.
Voyages d'études et de Promotions.
Voyages de Stimulation.

tél. 233.96.16
télex kommerop n° 67.221 £

Communications Européennes
Centre International de traductions et interprétations commerciales, scientifiques et techniques

117, boulevard de Sébastopol
75002 Paris

1974 (1st hall) Int Federation of Building and Woodworkers. Regional conference.	(Latin America)	1974 Feb 4-6 Institute of Int Auditors. Operational Auditing. Mooting. 5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.	New York (USA) (YB n° 1031)
John Laflad, 27-29 rue de la Coulouvrenière, 1204 Geneva, Switzerland.		Hobart (Tasmania, Australia) World's Poultry Science Association/Australasian Poultry Science Association. Mooting. Mr. A.O. Moll, POB 314, Liverpool, N.S.W. 2170, Australia.	(YB n° 3613)
1974 (1st half) FAO. Near East regional seminar on status of women in rural development.	(Near East)	Mr. A.O. Moll, POB 314, Liverpool, N.S.W. 2170, Australia.	
FAO. Conference Programming Section, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.		1974 Feb 4-8 Int Federation of Sportive Medicine. 20th world congress. P : 1000. Australian Sports Medicine Fed. 61 Collins Street, Melbourne 3000, Australia.	Melbourne (Australia)
1974 early Int Civil Aviation Organization. Statistical panel.	Montreal (Canada) (YB n° 1505)	1974 Feb 4-8 Int Federation of Sportive Medicine. 20th world congress. P : 1000. Australian Sports Medicine Fed. 61 Collins Street, Melbourne 3000, Australia.	(YB n° 2013)
1974 Early United Nations, Commission on the Status of Women. 25th session.	New York (USA) (YB n° 3375)	1974 Feb 4-8 Institute of Int Auditors. Internal Auditing (or Banking Institutions. Meeting. 5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.	New York (USA) (YB n° 1031)
	New York, NY 10017, USA.	1974 Feb 4-8 Institute of Int Auditors. Internal Auditing (or Banking Institutions. Meeting. 5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.	New York (USA) (YB n° 1031)
1974 early Istituto di Fisica Galileo /European Physical Society. Meeting: Advanced problems in particle physics. : 200.	Padova (Italy) (YB n° 834)	1974 Feb 4-8 Institute of Int Auditors. Stall Auditor's Development. Meeting. 5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.	New York (USA) (YB n° 1031)
1974 Feb 2-4 American Bankers Association. Mid winter trust conference. P. : 1000. Miss Mary Smith, Associate Director, 1120 Connecticut Avenue, N.W., Washington, D.C. 20006, USA.	New York (N.Y. USA)	1974 Feb 4-8 Institute of Int Auditors. Stall Auditor's Development. Meeting. 5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.	New York (USA) (YB n° 1031)
1974 Feb 2-10 Int Working Group for the Construction of Sport Premises. Hanover Messe. Ex and conference • Constructa • : Planning of recreation facilities in town and region. P : 160000. C : 20. (YB n° 4245)	Hanover (Germany)	1974 Feb 4-9 East African Medical Research Council. Conference : The growth, development and survival of the child in the African environment. P : 200. C : 25-30. The Secretary, E.A Medical Research Council, P.O Box 1002, Arusha, Tanzania East Africa.	Kampala (Uganda)
IAKS, 5 Kolin 41 Postf. 450 568, Germany Fed. Rep.		1974 Feb 4-9 Paris Union Committee for Int Co-operation in Information Retrieval Among Examining Patent Offices. Technical Coordination Committee. Meeting. W1PO/OMPI, 32 Chemin des Colombettes, 1211 Geneva 20, Switzerland.	(YB n° 474)
1974 Feb 3-6 Int Association of Professional Congress Organizers. General assembly. Council meeting and seminar.	Tel Aviv (Israel) (YB n° 1330)	1974 Feb 6-8 Institute of Int Auditors, Developing Operational Audit Findings. Meeting. 5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.	New York (USA) (YB n° 1031)
1974 Feb 2-14 Int Secretariat for Volunteer Service. Seminar on domestic volunteer and other types of development service. P : 30. C : 15. (YB n° 2441)	Beirut (Lebanon)		
ISVS, 10 chemin de Survillie, 1213 Geneve-Petit-Lancy, Switzerland.	(YB n° 2441)		
1974 Feb 4-6 Institute of Int Auditors. Audit manager's seminar.	New York (USA) (YB n° 1031)		
5500 Diplomat Circle, Orlando, Florida 32810, USA.			

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS BELGIQUE société anonyme

Siège social : rue des Colonies, 31 - 1000 Bruxelles

PARIBAS
Succursales :

ANVERS : HOTEL OSTERRIETH, MEIR 85
 CHARLEROI : BOULEVARD TIROU 11
 COURTRAI : AUGUST REYNAERTSTRAAT 2
 GAND : KOUTER 31
 HASSELT : LEOPOLDPLAATS 35
 LIEGE : BOULEVARD D'AVROY 17
 TURNHOUT : MARKT 41
 AGENCES DANS TOUTE LA BELGIQUE

Filiations internationales :
 PARIS - AMSTERDAM - CASABLANCA - FRANCFOFT - GENEVE - KINSHASA - KUALA LUMPUR - LONDRES - LUXEMBOURG - MONTE-CARLO - NEW YORK - TOKYO

BANQUES AFFILIÉES DANS LE MONDE ENTIER

1974 Feb 6-9 Rochester (NY, USA)
Int Screen Printing Association. Technical seminar. P : 250.
Executive Vice-President: John M Crawford. 150 South Washington Street,
Falls Church, Virginia 22046, USA.

1974 Feb 9-15 Reykjavic (Iceland)
Int Falcon Movement-Socialist Educational Int. Int conference : Aims and
limitation of socialist education. P : 40. C : 15.
IFM-SEI BP 583, A-1011 Vienna, Austria.

1974 Feb 11-13 Canberra (Australia)
4th Vortex conference. Ex:
Dr. R.J. Mac Donald. Conf. Seer., Dept. of Physics, The Australian Nat. Uni-
versity, POB 4, Canberra, Australia.

1974 Feb 11-16 Algarve (Portugal)

c/o Automovel Club de Portugal, rue Rosa Araujo 24-26, Lisbon, Portugal.

1974 Feb 11-17 Tulsa (Oklahoma, USA)

P : 5000.
Mr. Michael J. O'Connell, Managing Dir., 4580 East 50th Sir., Suite 60.
Tulsa, Okla, 74135, USA.

1974 Feb 11-20 Geneva (Switzerland)
World Health Organisation. Symposium on health aspects of population
trends and prospects.
Via Apia, 1211 Geneva 27, Switzerland.

1974 Feb 12-13 London (UK)
Conf. Dept., Institute of Mechanical Engineers, 1 Birdcage Walk, London
SW1H 9JJ, UK.

1974 Feb 12-14 Los Angeles (USA)
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Aerospace and electronic
systems, winter convention. P : 800.
IEEE, 345 East 47th Street, New York, NY 10017, USA

1974 Feb 12-17 Essen (Germany Fed Rep)
2 Int Aststellung und kongress - Technik in konventionellen und nuklearen
kraftwerken
VGB, Klinkestr 29/31,43 Essen 1, Germany.

1974 Feb 13-15 Houston (Texas, USA)
Seminar on Space flight photographic science and engineering.
Society of Photographic Scientists and Engineers, 1330 Massachusetts
Avenue, NW, Washington, DC 20005, USA.

1974 Feb 13-15 Philadelphia (USA)

IEEE, Office of Technical Board, 345 East 47th Street, New York, NY 10017,
USA.

1974 Feb 13-17 Dusseldorf (Germany, Fed Rep)
5 Internationale Messe - Moderne Laden und Schauminster mit Kongreb.
Düsseldorfer Messgesellschaft mbH-NOWEA, Postlacht 10203, 4 Düsseldorf,
Germany, Fed Rep.

1974 Feb 16-20 Stockholm (Sweden)
Nordic Council. 21st Annual session.
Christiansborg, Rådhusgade 10, 1218 Copenhagen, Denmark.

1974 Feb 18-21 Winnipeg (Canada)
Canadian Industrial Traffic League. Convention. P : 350.
A.A.Landry, Exec VP, 708-67 Yonge Street, Toronto, Ontario, Canada.

1974 Feb 18-22 Tokyo (Japan)
C: 15. (YB n° 2174)
Trie Iron and Steel Institute of Japan, Keidanren Bldg, 1-5-7, Otemachi,
Chiyoda-ku, Tokyo, Japan.

1974 Feb 18-23 Wellington (New Zealand)
British Commonwealth Ex-Services League. 19th triennial conference.
(YB n° 197)
92 New Bond Street, London W1, UK.

1974 Feb 19-20 London (UK)
2nd mt conference on carbon fibres : Their place in modern technology.
The Plastics Institute, LI Hobart Place, London SW1, UK.

1974 Feb 19-22 Budapest (Hungary)
European Association of National Productivity Centres. Sectoral studies and
sectoral policies. (YB n° 573)
A.C. Hubert, European Association of National Productivity Centres, 60 rue
de la Concorde, 1050 Brussels, Belgium.

1974 Feb 19-22 Port au Prince (Haiti)
Int. Association for Medical Research and Cultural Affairs. Congrès des mè-
decins de langue Française de l'Hémisphère Américain : Médecine, chirur-
gie, pédiatrie, obstétrique et gynécologie, nutrition, planning familial. Ex.
(YB n° 1199)

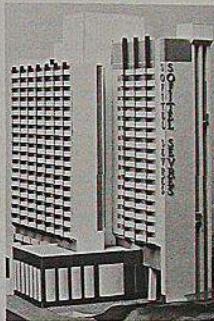
VOTRE ENTREPRISE VOUS A CHARGÉ D'ORGANISER POUR 1974...

- UN CONGRÈS INTERNATIONAL!
- UN PROGRAMME DE SÉMINAIRES!
- UNE CONFÉRENCE!
- UN BANQUET DE PLUSIEURS CENTAINES
DE CONVIVES!

LA CHAÎNE HOTELIÈRE **SOFITEL**

MET A VOTRE SERVICE DÈS LE 31 MARS 1974
L'HÔTEL 4 ÉTOILES N.N.

SOFITEL-SÈVRES A PARIS 15^e



ENTIÈREMENT INSONORISÉ ET AIR-CONDITIONNÉ

630 CHAMBRES

37 SALLES POUR CONFERENCES, BANQUETS, RÉUNIONS

UN STUDIO AUDIO VISUEL DE 250 PLACES

2 RESTAURANTS - BARS

GARAGE DE 400 PLACES EN SOUS-SOL

PISCINE PANORAMIQUE - SAUNA

GALERIE MARCHANDE

CINÉMA, DISCOTHÈQUE

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SERVICE COMMERCIAL DE LA
CHAÎNE HOTELIÈRE SOFITEL
14 RUE HALEVY 75009 PARIS
TÉL. 770.21.30



ACTUELLEMENT EN FRANCE POUR VOS MANIFESTATIONS :

LES HOTELS SOFITEL

PARIS	NICE
LYON	CANNES
STRASBOURG	BORDEAUX
QUIBERON	TOULOUSE
CHERBOURG	ANNECY

RÉSERVATION CENTRALE :
SOFITEL-BOURBON-PARIS
32 RUE ST DOMINIQUE 75007 PARIS
TÉL. 555.21.11 - TÉLEX 25019

SOFITEL EST AFFILIÉE AU SYSTÈME
RÉSERVATION ÉLECTRONIQUE CITEL SPACE/BANK

DEMA 28 PARIS - 1974

1974 Feb 19-23 Berne (Switzerland)
Universal Postal Union- Executive Council. Annual session. P : 120.
(YB n° 3408)

Bureau Int de l'U.P.U., 3000 Berne 15, Switzerland.

1974 Feb 21-23 Geneva (Switzerland)
Int Institute for Peace Graduate Institute of Int Studies Geneva Symposium :

Integration and internationalisation of
production: improving the system of
Mollwaldplatz 5. 1040 Vienne, Austria.

1974 Feb 21-25 Armidale (Australia)
Australasian conference on the ecology and control of pasture insects. P: 40
Dr R J Roberts, Division of Entomology, CSIRO, Armidale, NSW 2350. Australia.

1974 Feb 24-26 Melbourne (Australia)
Int Association for the Protection of Industrial Property. Executive Committee

Rodolphe E Blum. Mühlebachstr /Kirchenweg 5. 8008 Zurich. Switzerland.

1974 Feb 25 - Mar 1 San Francisco (Cal. USA)
American Association for the Advancement of Science. Convention. P : 7000.

Mr DW Thornhill, Meetings Manager, 1515, Massachusetts Avenue, N.W.,
Washington, D.C. 20005. USA.

1974 Feb 25-Mar 2 Stockholm (Sweden)
Int Federation for Information Processing. PC Congress 74 meeting.
3 rue du Marché. 1204 Geneva, Switzerland.
(YB n° 1828)

1974 Feb 25-Mar 8 Brussels (Belgium)
Customs Co-operation Council. Permanent Technical Committee. 83rd 84th
sessions (YB n° 462)
Chevalier G Armez de Taboada, rue Washington 40, 1050 Brussels, Belgium.

1974 Feb 26 Cairo (UAR)
Int Federation of Clinical Chemistry/Egyptian Society of Clinical Chemistry.

maintenance. P : 250. C : 12.
Egyptian Society of Clinical Chemistry, Prof Abdul Fadl. Secretary. Dept of
Chemical Pathology. Ksar el-Ari, Cairo. UAR.

1974 Feb 26-28 Santo Domingo (Dominican Rep)
Permanent Secretariat of the Inter-American Travel Congresses, Division of
Tourism Development (OAS). 7th meeting of the technical committee on
facilitation. (YB n° 1106)
Ricardo Anzoátegui, General Secretariat OAS, Washington 20006 DC.

1974 Feb 27 Helsinki (Finland)
Finnish Cultural Foundation. Anniversary.
Matti Ilmanen, Bulevardi SA. Helsinki, Finland.

1974 Feb 27-28 Newcastle (UK)
The Welding Institute. Int conference on welding in offshore constructions.
The Welding Institute, Abington Hall, Abington, Cambridge CB1 6AL. UK.

1974 Feb 27-Mar 1 Washington (USA)
Scintillation and Semiconductor counter symposium. Ex.
IEE, 345 East 47th Street, New York. NY 10017. USA.

1974 Feb 28-Mar 2 Tel Aviv (Israel)
European Regional Organization of the Int Dental Federation. 19th meeting :
Dental education with special reference to post-graduate dental education.
P: 50-60. C : 20. (YB n° 842)
Dr R. Braun, Universitätsstraße 73, 5 Cologne/Lindenthal, Germany. Fed
Rep.

1974 Feb Brussels (Belgium)
European Union of Slaughter-House Operators. Meeting. (YB n° 3634)
W. Boer / Bundesverband Der Versandflechtereien e.V. Donarweg 19, D 3 Hann-
over Buchholz.

1974 Feb Brussels (Belgium)
Int Institute for Sugar Beet Research. 37th winter congress : Storage and
quality of beet, nitrogen fertilisation, seed treatment. P: 180. (YB n° 2132)
119B, Beauduinstraat 150, 3300 Tienen, Belgium.

1974 Feb Caracas (Venezuela)
Ibero-American congress of scientific journalism.
Le Aristides Basildas, diario El Nacional, Caracas, Venezuela.

1974 Feb (Tent) Geneva (Switzerland)
United Nations, ACC Sub-Committee on Population. 9th session (YB n° 3375)
New York, NY 10017, USA.

1974 Feb Mexico (Mexico)
Agency for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America. 24th council.
Avenida Morelos 110, Desp. 506. Mexico. 6DF-Mexico.

1974 Feb Nairobi (Kenya)
East African Community/East African Meteorological Department. American
Meteorological Society. Int conference on tropical meteorology. P: 300. C : 3.
P O Box 1001, Arusha, Tanzania.



TRIANON-PALACE-HOTEL

**** LUXE

1 boulevard de la Reine 78000 VERSAILLES (Yvelines)

Téléphone : 950-34-12

Adresse télégraphique TRIANOTEL VERSAILLES

Telex : 69863 TRIANOTL-VERSA

● 140 chambres toutes avec bain
(ou douche) et W.C.

● Sa situation dans un magnifique
parc de trois hectares en bordure
du château de Versailles et des
Trianons, lui assure un calme
absolu

● Idéal pour conventions ou sémi-
naires ; nombreuses salles de
réunion ou de travail.

● Thés-Déjeuners-Dîners en plein
air - Repas d'affaires - Salons
particuliers.

● Illumination du parc tous les soirs
(tous appartements et chambres
avec vue sur le parc).

● A 25 minutes, en voiture, des
Champs-Elysées.

PARKING illimité.

J.P. MARCUS, Directeur

1974 Feb

(Japan)

The Iron and Steel Institute of Japan, Keidamen Bldg. 1-9-4, Otemachi
Chiyoda-Ku, Tokyo, JAPAN.

1974 Feb (New Zealand)
Intergovernmental Oceanographic Commission, Int Coordination Group/
Unesco. Tsunami meeting. (YB n° 1118/3383)
Office of Oceanography, Unesco Headquarters, Place de Fontenoy, 75 Paris 7e
France.

1974 Feb (unknown)
Int Federation of Barristers and Lawyers. Congrès : Vers un droit unique.
P-1000. C. 40. (YB n° 2187)
G Serbanescu, 21 rue des Graviers, 78 Verneuil sur Seine, France.

1974 Feb-Mar New Delhi (India)
World Health Organisation, Inter-regional meeting on Research on Biomé-
dical aspects of fertility regulation and operational aspects of family planning
programmes (YB n° 3548)
Via Apia, 1211 Geneva 27, Switzerland.

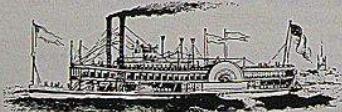
1974 Feb-Mar Nice (France)
Les journées d' hépato-gastro-entérologie : La biologie moléculaire de l'a-feto-
protéine.
Benhamon. SNPM Voyages. 100 avenue du Général de Gaulle. F-92522 Neuilly.

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS, 1973 583

Vous cherchez un AUTRE Restaurant?

Ne cherchez plus cet AUTRE — nous l'avons trouvé pour vous.

Sur la Péniche "ILE DE FRANCE" qui vogue, immobile, entre le Pont d'Iéna et la Passerelle Debilly, vous attendent la table réputée du chef REBUCHON (Prix Taittinger 1970), une salle à manger que des buissons de fleurs transforment en un véritable jardin et dont les larges baies, ouvrant sur la Seine, vous livrent le spectacle unique du fleuve et de ses ponts, de la Tour Eiffel, des quais de la rive gauche — décor unique où chaque repas est véritablement l'Aventure qu'il vous tardera de renouveler.



TELEPHONE : PASSY 60.21 ET 22
PARKING SUR LE QUAI — GRATUIT
(DURÉE ILLIMITÉE)

PARMI LES PUBLICATIONS DE L'UAI :

LA SCIENCE DES CONGRÈS INTERNATIONAUX.

- Théorie et pratique de l'organisation des congrès internationaux FB 100— FF 11,— FS 9,—
- Manuel de l'organisateur de congrès, par Lucien R. Duchesne FB 200— FF 23,— FS 18,—
- Programmation d'une réunion internationale, tableau mural bilingue (120 x 80 cm).
Prix pour 3 exemplaires:
FB 50— FF 6,— FS 5,—
- Compte rendu du 3e Congrès des Organisateurs et Techniciens de Congrès internationaux, Rome 1982. Les Moyens audiovisuels. Les Expositions associées. Les Relations publiques FB200,— FF 23— FS 18 —
- Guide pratique à l'usage des utilisateurs de services d'interprétation de conférence, par l'Association internationale des Interprètes de conférence. Français, anglais, espagnol FB 50 — FF 6— FS 5,—
- Les divers types de réunions internationales, l'aménagement des salles, l'équipement et les services, par G.P. Speeckaert FB 200 — FF 23,— FS 18 —
- Le 4e Congrès international sur l'organisation des congrès, Copenhague 1966. Compte rendu. Les divers types de réunions internationales et leur aménagement matériel. Les participants et les orateurs. Les investissements financiers consacrés aux congrès et leur rentabilité FB 200,— FF 23— FS 18 —
- « L'organisation des réunions médicales internationales, par le Conseil des Organisations internationales des Sciences médicales FB 250,— FF 28,— FS 22.—
- Les organisations internationales face à l'aspect budgétaire et économique de leurs congrès. Compte rendu du 5e Congrès International sur l'Organisation des Congrès, Barcelone 1970 FB 350,— FF 40,— FS 32.—

- Guide pratique des services linguistiques (traduction, comptes rendus analytiques, édition) à l'exclusion de l'interprétation, par l'Association internationale des traducteurs de conférences FB 50— FF 6,— FS 5 —
- Comment participer aux réunions internationales : 82 conseils. Petite brochure de 12 pages, format poche pour tous les participants de congrès internationaux.
Français, anglais, allemand et espagnol Par 50 exemplaires: FB 150,— FF 17,— FS 13.— Tarif dégressif par quantités plus importantes.

LES BIBLIOGRAPHIES.

- **Bibliographie sélective sur l'organisation internationale** (1885-1964) par G.P. Speeckaert. 2e édition, 1965. 350 titres relatifs à l'organisation internationale en général et 730 titres relatifs à 214 organisations différentes.
- Répertoire des périodiques publiés par les organisations internationales, 3e édition, complète les informations de l'Annuaire des Organisations Internationales - 1734 périodiques décrits dont 1475 publiés par 1.071 organisations internationales non gouvernementales (sciences, médecine, éducation, jeunesse, arts, religion, technologie, économie, etc..).
- Bibliographie des ouvrages et documents reçus par l'UAI, trimestriellement dans «Associations Internationales».
- **Bibliographie des comptes rendus des réunions internationales**
tenues en 1957 (1963)
tenues en 1958 (1964)
tenues en 1959 (1966) 3 volumes
- Yearbook of International Congress Proceedings, 1re édition (épuisée) (congrès tenus de 1960 à 1967).
- Yearbook of International Congress Proceedings, 2e édition (congrès tenus de 1962 à 1969).

